

Cité

N° 43 - 7 €

Revue de la Nouvelle Citoyenneté



Travail & travail

SOMMAIRE

N°43 - 4^e trimestre 2004 - ISSN 0756-3205 - Com. paritaire N°64853

■ Editorial

par Luc de Goustine.....3

DOSSIER « Travail & travail »

■ Capitalisme cognitif : les intermittences de la raison

par Philippe Arondel.....7

■ La caméléon et la chaise

par Pierre-Etienne Heymann.....15

■ Une vieille dispute : comment déterminer le prix du travail ?

par Philippe Lauria.....23

MAGAZINE

■ L'Europe sans rivages

par Bertrand Renouvin.....31

■ Apostasie au Tadjikistan

par Farroukh Arabov & Oumar Arabov.....47

■ L'ange noir

par Criton des Alpes.....57

■ Cantor et le transfini

par Olivier Bruneau63

■ La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?

par Alain Solari.....67

Directeur de la publication : Yvan Aumont

Rédaction : Luc de Goustine

Imprimé par nos soins, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris.

Ont participé à ce numéro : Farroukh Arabov & Oumar Arabov, Philippe Arondel,

Olivier Bruneau, Luc de Goustine, Pierre-Etienne Heymann,

Philippe Lauria, Bertrand Renouvin et Alain Solari.

Réalisation technique : Yvan Aumont, Luc de Goustine, Laurentiu Seredenski.

Comment nous aider ?

- En vous abonnant - si ce n'était déjà fait - ou en vous réabonnant sans tarder si votre abonnement est arrivé à échéance (en ce cas, vous trouverez un avis inséré dans ce numéro).
- En achetant un ou plusieurs exemplaires supplémentaires de ce numéro (au prix spécial de 4,5 €) pour faire connaître *Cité* à vos amis.
- En nous communiquant les noms et adresses de personnes auxquelles nous pourrions envoyer un prospectus de présentation.
- En faisant connaître *Cité* à la bibliothèque de votre ville et en l'incitant à s'y abonner.

BULLETIN D'ABONNEMENT OU DE COMMANDE

à retourner à « Cité », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
règlement à l'ordre de « Cité »

NOM/Prénom :

Adresse :

Code postal/Ville :

■ **souscrit un abonnement**

- ☐ Un an (4 numéros) Normal : 24 €
- ☐ Un an (4 numéros) Double
(2 ex. à chaque parution) : ... 40 €
- ☐ Un an (4 numéros) Soutien : 50 €
- ☐ Un an (4 numéros) Tarif pour l'étranger : 27 €
- ☐ Deux ans (8 numéros) Normal : 45 €
- ☐ Bibliothèques ou collectivités (4 numéros) 31 €

■ **commande les numéros** suivants (tous les numéros à 7 €)

.....
.....

Éditorial

Il y a travail, et travail.

La mode étant au « retour aux fondamentaux », rappelons celui-ci : le travail a deux versants. Il les a toujours eus, comme l'attestent la plupart des traditions. La biblique distingue l'ouvrage humain, qui prolonge et accomplit la Genèse créatrice, et le labeur de l'homme que sa subsistance condamne à « gagner son pain à la sueur de son front » ; entre les deux s'est produite la chute, et refermée la porte d'Eden.

Le travail – *tripallium* – est un carcan ; il rive le travailleur au piquet, enchaîne le forçat à son banc de nage, contraint par le *besoin* à faire sa *besogne* ; il réduit par là au rang d'exécutant, subordonne à l'ouvrage servile de telle sorte qu'il nie la personne, en fait son « sujet », l'assujettit aux diktats du commerce, la *traite* en « force de travail », en gère la *traite* comme d'une marchandise : d'un esclave.

Mais l'ouvrier peut aussi être « ouvrier », artisan, artiste, créateur de formes et de styles, de rythmes et d'espaces ; il peut se faire bâtisseur de cité ou d'empire politique ou mystique, on peut le créditer de génie, hisser ses œuvres au pinacle de la valeur tandis que son talent à lui, sa personne d'artiste, de prince de l'esprit, de saint ou de fou, échappe aux réductions, passe pour sans pareil, inestimable.

Ces deux fondamentaux du travail s'interpénètrent et se conjuguent. Qui dira ce qu'il y a de labeur obscur et de peine en amont d'une œuvre ? Qui avouera combien le travail servile, même concentrationnaire, peut restaurer chez l'esclave de liberté, de dignité, d'autonomie ? Michel Ange d'un côté, de l'autre, Yvan Denissovitch, le maçon forçat de Soljenitsyne...

Ces évidences suffisent à situer le débat moderne quant au statut du travailleur : il est pris dans une perpétuelle contradiction entre le pouvoir de servitude et la force d'émancipation. La longue bataille sociale consécutive à l'expansion du capitalisme industriel obéissait assez bien au schéma marxiste d'instauration d'un *rapport de forces* permettant – sinon la révolution, qui n'a jamais eu lieu – mais d'imposer la négociation à l'absolutisme du « pro-

priétaire ». Ainsi s'est opérée la conquête sociale dont les nations d'Europe occidentale ont globalement pris acte après la II^e Guerre mondiale. Programme du Conseil National de la Résistance en France transcrit en Préambule à la Constitution, économie sociale de marché en Allemagne, ces compromis de la justice sociale et de l'économie libérale ont servi de décor moral et dopé le moteur de production/consommation des « trente glorieuses ». Le progressisme ambiant les imaginait irréversibles. Or les voilà obsolètes et jugés condamnables.

Car la faillite des utopies prolétariennes a vu l'essor d'une « idéologie libérale » que le monde patronal - contraint par le capital spéculatif multinational de ses actionnaires - a repris à son compte. Il est clair maintenant qu'une manœuvre planétaire vise à faire régresser radicalement – et contester dans leur principe même - les acquis sociaux des pays développés, tout en bloquant leur l'évolution dans les pays émergents. Les conditions sont à nouveau rassemblées pour la montée de la grande colère des humbles contre les puissants.

Cependant, le discours et la méthode employés, pour être par moments d'une brutalité totale, ont appris à jouer de subtilités remarquables. C'est la leçon qui affleure ici des convergences entre les analyses de Philippe Arondel et les observations de Pierre-Etienne Heymann.

D'une part, accompagnant la restriction exponentielle des « avantages sociaux », un discours émancipateur des individus - dans la nation comme dans l'entreprise - vante « leur motivation, leur savoir-faire, leur flexibilité (sic !), leur capacité d'innovation et leurs soucis des désirs de la clientèle » comme « constituant la matière première » de l'entreprise, les baptisant eux-mêmes « entrepreneurs » ! En contre-partie de l'investissement total de leur subjectivité dans le domaine professionnel, de leur dévouement, de leur ferveur, et, osons l'écrire, de la consécration de leur âme à l'œuvre patronale, ce qui leur est promis, c'est tout bonnement l'Eden retrouvé de la joie créatrice. Il suffit qu'ils renoncent au satan revendicatif, égoïste, des luttes syndicales anciennes – ces grandes empêcheuses de danser en rond de la finance et du management.

D'autre part, les artistes, particulièrement ici les gens du spectacle vivant – acteurs, danseurs, techniciens – qui ont ce « privilège » de connaître la joie créatrice, le payent d'une insécurité si périlleuse qu'un statut dérogatoire leur est échu en France, statut qui, tenant compte de l'intermittence de leurs engagements, les indemnise sur d'autres bases que les salariés contractuels. Or ces gens, qui réalisent, en somme, quotidiennement, par « leur motivation, leur savoir-faire, leur flexibilité (sic !), leur capacité d'innovation et leurs soucis des désirs de la clientèle » l'idéal proposé à leurs concitoyens travailleurs

mondialisés, ne devraient-ils pas être donnés pour modèle et leur statut servir de moule à celui du travailleur de l'avenir ? Tout à l'inverse, on sait ce qu'il en est de la hargne particulière dont les poursuit, justement, le MEDEF, dévoilant bien par là ses objectifs.

La promesse édénique d'un emploi exauçant toute la gamme des attentes humaines est un « opium » dont la dépendance est requise. En échange de ces contes de grand-mère, redevenir petit enfant est bien le moins... Oui, redevenir *prolès* – prolétaire.

C'est pourquoi la lutte des intermittents a été et reste exemplaire : eux qui savent où est l'atelier d'Eden et payent cette initiation de plus en plus cher, sont bien placés pour nous crier « au loup » devant la propagande des paradis artificiels. Ils savent de quoi il retourne.

Un certain équilibre fragile, entre les entraînements du système financier, son *hybris*, et la modération qu'introduit le souci de justice, est rompu. Pour la première fois peut-être, l'arbitrage est fondamentalement récusé. Une monomanie de type religieux s'investit de la prêtrise, diffuse la mystique du Profit, promet à son tour le « paradis des prolétaires », et voue aux gémonies tous ses contradicteurs. A quel prix s'effondrera-t-il, comme les autres ?

En attendant, nous avons pensé retourner à l'école de Philippe Lauria pour suivre sa critique de la théorie de la valeur du travail selon Ricardo, Marx et l'économie de marché libérale. Où l'on constate que ni le travail, ni l'utilité du produit, ne peuvent garantir la survie du travailleur par leur simple valeur marchande, à plus forte raison si son contrat de travail dépend de la plus ou moins grande concurrence de ses talents sur le marché; il faut donc, sans nier les mécanismes de l'offre et de la demande, qu'un salaire minimum régulier vienne honorer, non plus sa performance, mais sa « qualité » d'homme ou de femme au travail. Et voilà revenu l'Etat, tant décrié, et ses services publics.

La partie Magazine de ce *Cité* s'ouvre sur une relecture par Bertrand Renouvin de *L'Europe sans rivages* de Perroux. Les principales clés d'un développement de l'Europe y sont en réserve pour ceux qui sortiront de la simulation présente pour affronter le monde dans sa réalité. Plutôt que la « petite Europe » de ceux qui la regardent comme une terre à cultiver et à défendre, François Perroux y voit « une oeuvre à accomplir ».

Les interférences sociales et politiques causées par l'intrusion des missions chrétiennes au Tadjikistan font entrer dans le vif des évolutions qui travaillent la pâte des nations échappées de l'empire communiste. La grande attention qu'y portent nos auteurs Farroukh et Oumar Arabov est pleinement justifiée par l'importance que prend la question religieuse dans le rapport de l'Occident aux terres d'islam.

TRAVAIL, ET TRAVAIL

Quant aux *Mondaines* coquetteries de Béhachelle, laissons Criton nous déniaiser en compagnie galante de ses trois égéries et disciples...

Et que la recension des ouvrages heureusement commis par deux auteurs d'articles de ce numéro leur dise ouvertement tout le respect et l'intérêt que portent à leur travaux l'équipe de rédaction et les lecteurs de *Cité*.

Luc de Goustine

Capitalisme cognitif : les intermittences de la raison

Philippe Arondel

économiste et sociologue,
auteur du récent essai *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* dont Alain Solari rend compte dans ce même n° de *Cité*.

A en croire tout un courant de pensée à la mode, le capitalisme de ce début de siècle – un capitalisme baptisé de cognitif – serait en passe de créer les conditions de son propre dépassement. Sans que nous ne nous en apercevions, le salariat aliéné d’hier cèderait la place à la figure positive d’un post-salariat nomade, flexible, polyvalent, s’accomplissant à chaque instant au travers de la mise en œuvre de toutes les ressources de la subjectivité et de la créativité...

Décryptage d’un discours empreint de cognitivisme qui, par-delà des aspects séduisants, vise, en dernière analyse, à légitimer une main-mise accrue du capital sur les aspirations et les désirs des hommes dans l’espace du travail.

Et si le capitalisme, par une de ces ruses de l’histoire dont lui seul maîtrise la grammaire secrète et subversive, était en train de réaliser le vieux rêve de la révolution marxiste : l’abolition du salariat ? Et si celui-ci, par un cheminement chaotique et paradoxal dont la généalogie précise n’est pas toujours facile à reconstituer, de contradictions obscures en impasses explosives, était en passe de créer les conditions de son propre dépassement ? Et si, à l’orée du XXI^e siècle souvent perçu comme la matrice du plus terrifiant des totalitarismes marchands, la liberté créatrice – la vraie, celle qui s’y entend à transcender sans retour les catégories et figures mortes du travail aliéné – s’invitait spectaculairement dans l’espace sans cesse remodelé, redéfini au plan technique, de la productivité post-moderne ?

Marqués au coin de la pure absurdité pour le commun des mortels, ces questions – dérangeantes à souhait – n’en méritent pas moins d’être posées, passées au crible d’une analyse sans œillères, tant les hypothèses qui les structurent intimement donnent parfois l’impression d’être vérifiées, au gré d’événements lourds de symboles, par l’actualité la plus chaude.

Un capitalisme fidèle à lui-même

Ce n'est certes pas – car cela aurait sans doute provoqué un remue-ménages digne de ce nom – que le messianisme marchand contemporain devenu, « à l'insu de son plein gré », le vecteur d'une forme nouvelle et flamboyante de libération humaine, aurait définitivement troqué la défroque de l'archaïsme réifiant pour la livrée étincelante d'une modernité accoucheuse de tous les possibles. Aujourd'hui comme hier, le capital, prisonnier du mouvement spontané et destructeur de valorisation qui le porte impétueusement vers l'ailleurs improbable de l'histoire à naître, n'a d'autre vocation que de perfectionner sans cesse les outils de sa domination. Il suffit d'un rapide coup d'œil sur les deux dernières décennies – deux décennies emblématiques qui le virent, au nom d'une *fin de l'histoire* baptisée *globalisation*, s'employer à faire dérailler le train du progrès – pour se convaincre que l'obscurantisme, au sens le plus effrayant du terme, est plus que jamais à l'horizon de son incarnation. Pour le dire plus crûment, le capitalisme contemporain, loin de donner avec enthousiasme dans une quelconque auto-réforme, semble au contraire vouloir s'acheminer vers une sorte de triomphe total, de dictature indépassable rimant, hélas, en pratique, avec « esclavage » salarial renforcé et déconstruction accélérée des grands compromis progressistes qui furent, dans les années 1950, au cœur de l'émergence du pacte républicain.

De ce constat amer, incontournable, d'ailleurs partagé par la plupart des grandes familles de pensée hexagonales, doit-on tirer la conclusion quelque peu hâtive que les intellectuels dissertant à satiété sur le thème du capitalisme cognitif seraient au centre d'un vaste complot à ciel ouvert visant à brouiller les pistes et à délégitimer subtilement toute critique un tant soit peu radicale de la *Vulgate* libérale dominante ? Le fait – évident – que la montée en puissance du discours cognitiviste sert admirablement la cause et les intérêts inavouables du capital de toujours doit-il nous pousser à renoncer à exercer notre devoir d'innovation théorique pour nous replier derrière la ligne Maginot de tous les conservatismes ?

Oser l'aventure de la pensée

En fait, en une époque où le lamentable dogmatisme des derniers « petits hommes » prospère sur les ruines des grandes espérances fourvoyées, il est d'une urgence vitale de réapprendre, pas à pas, avec la fragilité rebelle des grands convalescents qui ont tutoyé le néant, à penser la complexité des choses. S'engager aujourd'hui, sans concession aucune à l'air du temps, sur le chemin de la vérité, c'est faire la roborative et douloureuse expérience de l'ambivalence structurelle et structurante des nouvelles formes de travail – et de la philosophie de l'homme qu'elles charrient instinctivement – qui naissent

dans un champ économique labouré de fond en comble par la dictature de la finance globalisée du marché.

En ce sens, on saura gré aux théoriciens souvent brillants du capitalisme cognitif d'avoir su mettre en lumière (et parfois avec quel enthousiasme naïf et suspect !) les enjeux historiquement existentiels qui donnent sa consistance particulière au surgissement d'un type d'événement-travail totalement inédit : l'activité tous azimuts entée sur la prégnance de l'immatériel ... assimilé à de la connaissance.

Une subjectivité au pouvoir

Comment ne pas les suivre, quand avec un luxe inouï de détails et de métaphores parfois heureuses, ils décrivent lucidement l'éclosion d'un nouveau processus de travail, d'un nouvel ordre productif, où la subjectivité, la compétence et les savoirs dits spontanés participent dialectiquement de la recherche effrénée d'une logique sans cesse renouvelée de coopération productive ? Comment les critiquer, quand dans une *novlangue* étrange - signe de leur indubitable originalité - ils esquissent le portrait d'un salarié libéré, en partie du moins, des chaînes classiques de la subordination salariale, redonnant à l'idée de production de soi dans le territoire de la firme toute sa charge subversive et libératrice. Et certes, il est indéniable qu'après avoir été longtemps refoulé sous la pression d'une *Weltanschauung* fordiste à son apogée, la subjectivité - ce comble de l'irrationnel incontrôlable en un temps qui sacralise jusqu'à l'absurde la rationalité économique et technicienne - effectue, depuis quelques années, son grand retour sur la scène du travail. Il n'est guère de jour où ceux que l'on a pris coutume d'appeler les gestionnaires de la ressource humaine n'aillent exalter la capacité de leurs collaborateurs à convoquer, à chaque moment, à chaque séquence d'investissement productif, tous leurs talents intrinsèques, y compris ceux relevant de savoirs non codifiables, pour faire de l'acte de travail une sorte de « pure création artistique » dédiée à l'arraisonnement sans fin de la rentabilité.

En mai 2001, lors d'un congrès international, le directeur des ressources humaines de Daimler Chrysler pouvait s'écrier, forçant sans doute un peu le trait :

« Les collaborateurs de l'entreprise font partie de son capital... Leur motivation, leur savoir-faire, leur flexibilité, leur capacité d'innovation et leur souci des désirs de la clientèle constituent la matière première des services innovants. Leur travail n'est plus mesuré en heures, mais sur la base des résultats et de leur qualité. Ils sont des entrepreneurs. »

Quelques années auparavant, s'inscrivant dans la même utopie d'un capitalisme de la troisième génération aspirant à subvertir décisivement, à

transcender positivement ses propres barrières salariales, le directeur de formation de Volkswagen n'hésitait pas à proclamer *urbi et orbi* la « bonne nouvelle » en des termes dénués de toute ambiguïté : « *Si les groupes de travail ont une large autonomie pour planifier, exécuter et contrôler les processus, les flux matériels et les qualifications, on a une grande entreprise faite de petits entrepreneurs autonomes.* » Et de préciser surnoisement, en levant l'un des coins du voile ou, si l'on préfère, en vendant la mèche : « *Ce transfert de compétences entrepreneuriales vers la base permet de supprimer dans une large mesure les antagonismes entre capital et travail.* »

Une auto-exploitation idéalisée

Manière éloquente de dire que, dans le cadre du nouvel espace-temps que le *capitalisme de la connaissance* s'efforce d'instaurer, tous les salariés sont appelés, peu ou prou, à se couler dans le moule d'un entrepreneuriat de soi-même... pensé comme le levier de toutes les libérations humaines possibles et imaginables. Chantre plus ou moins inspiré de ce bouleversement, où la prégnance instrumentalisée de l'immatériel et de l'émotionnel fonde un autre rapport à l'activité de production, Philippe Zarifian, dans une contribution à un dossier très fouillé de la revue *Multitudes* sur le capitalisme cognitif, a décrypté finement les retombées concrètes d'une révolution culturelle d'essence quasi métaphysique :

« Dans quel type de salariat basculons-nous ? Qu'est-ce que cette hybridation de capital de placement et de dirigeants guerriers, qui président aux destinées du capitalisme contemporain, cherche donc à contrôler ? Il ne s'agit plus de contrôler la productivité du travail, la vitesse des opérations taylorisées. Mais directement un morceau de capital, forcé de se valoriser par lui-même. On ne contrôle plus une productivité du travail, mais une rentabilisation de capital. Le salarié est assimilé à un « micro-capital », qui doit directement justifier de ce qu'il rapporte. Peu importe la productivité de son travail, pourvu qu'il soit rentable. Reprenons l'exemple emblématique du vendeur, ce héros des temps modernes (vendeur en agence physique ou par téléphone, au guichet ou bien itinérant ou bien, ce qui est proche, consultant). Il doit justifier d'un chiffre d'affaires hebdomadaire par exemple, et le montant de sa commission sera proportionnel à son résultat. Mais ce qui est réellement visé, c'est sa marge individuelle sur « son » chiffre d'affaires. Le travail, l'activité réelle, disparaît. Seule reste l'enveloppe, la forme capital, directement, sans la médiation de l'activité concrète. Il ne s'agit pas de « travail abstrait » au sens de Marx. Il s'agit d'une prestation rentable, sans travail apparent. D'un emploi sans poste de travail. D'un espace entre deux dates, sans calcul direct de temps dépensé.

Jamais l'expression de « travail variable » n'aura été aussi juste, mais un capital variable fictivement coupé de tout exercice concret de la force de travail (qu'elle soit manuelle ou intellectuelle). Un capital qui auto-varie, en quelque sorte, sous la pression du contrôle d'engagement. »¹

Un capital qui auto-varie sous la pression du contrôle d'engagement² : forgée à partir d'une forte intuition théorique de Gilles Deleuze (elle-même issue d'une percée conceptuelle historique de Michel Foucault), la notion de contrôle d'engagement renvoie quasi mécaniquement, selon Philippe Zarifian, à l'irruption – spontanée ? - d'un mode original de production de soi directement branché sur les pulsations erratiques du jeu de la valorisation marchande. Là où, hier, les stratégies managériales mettaient l'accent, dans le cadre d'une logique taylorienne jugée indépassable, sur le concept de répétitivité non intelligente, de rationalisation temporelle de l'acte de travail, celles-ci insistent désormais, de façon obsessionnelle, sur le souci d'impliquer au maximum le salarié – devenu, par un tour de passe-passe idéologique du plus mauvais aloi, un capitaliste comme les autres ! - dans la création de richesse.

Une production de soi instrumentalisée

Pour les gourous d'un management qui ne rêvent que d'en finir avec les frontières obsolètes qui traçaient naguère une ligne de clivage infranchissable entre le travail et le hors travail, la vie intime et la vie professionnelle, le souci de soi et l'engagement social, l'avenir serait à un salariat totalement flexible, polyvalent, capable de mobiliser toutes ses ressources – y compris celles relevant jusqu'à présent de l'ordre affectif et émotionnel, de la profondeur d'un moi se bâtissant à chaque instant dans la dissidence à l'égard des mensonges du désordre établi - pour exister, survivre dans une guerre économique ne connaissant ni trêve ni limites spatiales.

Se produire, au temps heureux d'une connaissance devenue source de profits exponentiels, serait donc avoir le courage de se mettre en scène continuellement, d'enchaîner sans états d'âme projets et mobilisations temporaires, bref, de faire le deuil de l'enracinement et du recul critique, de la fidélité aux idéaux du passé, pour appareiller vers les rivages bienheureux d'une intermittence... exaltée sans discernement comme l'aurore d'une histoire salariale enfin affranchie des insupportables contraintes de la sécurité et de la stabilité. L'honnêteté intellectuelle commande de reconnaître que les grands prêtres de cette nouvelle et détestable religion de l'héroïsme post-salarial au quotidien n'ont jamais celé les contradictions majeures dont elle pouvait être porteuse, dans la mesure même où son incarnation fait fond sur une série de paradoxes peu maîtrisables. C'est ainsi que Didier Lebert et Carlo Vercellone,

■ 1. Philippe Zarifian, « Contrôle des engagements et productivité sociale », revue *Multitudes* n° 17, été 2004.

■ 2. « ...ce contrôle d'engagement se distingue, en profondeur, du contrôle disciplinaire en ce qu'il n'impose plus le moule des tâches, de l'assignation à un poste de travail, de l'enfermement dans la discipline d'usine. » *Ibidem*.

tous deux représentants typiques d'un courant cognitiviste fédérant tout à la fois les libéraux de toujours et les survivants de certaine ultra-gauche italienne, ne se privent pas, avec une grande clarté conceptuelle, de pointer les tensions qui travaillent le modèle de la prescription de la subjectivité au travail :

« Certes, comme c'est souvent le cas, on a essayé de remplacer la prescription tayloriste du travail par la prescription de la subjectivité, c'est-à-dire par l'injonction faite aux salariés de s'impliquer dans le travail comme s'il s'agissait de leur propre travail et de libérer leur créativité au service de l'entreprise comme s'il s'agissait d'un espace de libre activité. Le modèle de la prescription de la subjectivité suscite pourtant en lui-même de nouvelles contradictions. Prescrire la subjectivité correspond, en fait, à une injonction paradoxale qui consiste à demander quelque chose et son contraire en même temps. Or, nombre de travaux de psychosociologues ont largement montré les effets pathologiques que cette injonction peut avoir autant sur son destinataire que sur le système qui l'émet. »³

Une confiscation marchande de notre intimité

Force est cependant de constater que, piégés par un activisme qui les dépasse, les doctrinaires de ce nouveau paradigme en gestation paraissent complètement imperméables à ce genre d'argument de bon sens, un peu comme si l'urgence du dessein à faire advenir au réel autorisait toutes les folies et autres écarts hors des sentiers bien balisés de ce réel. La raison en est d'une simplicité quasi évangélique : ce qui est en jeu dans la tentative – aujourd'hui encore peu stabilisée – de mettre en place ce fameux capitalisme cognitif, c'est la possibilité offerte au capital d'opérer, à son seul et unique profit, une captation/détournement de la créativité spontanée des salariés. Revenu de beaucoup de ses illusions quant au caractère supposé révolutionnaire d'un tel basculement entrepreneurial, le philosophe André Gorz a procédé récemment à une démolition en règle des non-dits qui en constituent le soubassement pratique et idéologique :

« La gestion du personnel doit répondre à des exigences contradictoires. Les firmes doivent s'emparer de la créativité des personnels, la canaliser vers des actions et des buts prédéterminés et obtenir leur soumission. Mais elles doivent éviter en même temps d'enfermer la capacité d'autonomie dans des limites trop étroites pour ne pas mutiler la capacité d'adaptation, de perfectionnement, d'invention. La stratégie patronale tend par conséquent à se déplacer de la domination directe de l'activité de travail vers la domination sur la production de soi, c'est-à-dire sur l'étendue et la division des capacités et des savoirs que les individus doivent acquérir, et

■ 3. D. Lebert et C. Vercellone, « Les restructurations d'entreprises au regard du capitalisme cognitif », *revue Regards, les cahiers de syndex*.

sur les conditions et modalités de leur acquisition. La domination s'étendra donc vers l'amont et vers l'aval du travail direct. »⁴

Vers une grammaire de la dissidence

Il n'est guère besoin d'être grand clerc pour comprendre que, par-delà une rhétorique séduisante et mensongère, les directions d'entreprises cherchent d'abord et avant tout à privatiser le capital de savoir-être et de savoir-faire que les salariés ont réussi à accumuler tout au long de leur existence. Poussée jusqu'à son terme logique, cette stratégie liberticide et mortifère revient à mettre tous nos désirs personnels et nos engagements citoyens au service exclusif de ce que les anglo-saxons appellent la *shareholder value*, c'est-à-dire, en bon français, la création de valeur actionnariale.

Combien de temps accepterons-nous d'être dépossédés de ce qui fonde et signe notre humanité ? Trouverons-nous en nous les ressources éthiques et intellectuelles suffisantes pour donner un coup d'arrêt à une offensive qui vise rien moins qu'à s'emparer de nos âmes et de nos aspirations les plus secrètes ? Saurons-nous forger les concepts et les mots qui libèrent ?

■ 4. A. Gorz, « La personne devient une entreprise, note sur le travail de production de soi », revue *Cadres-CFDT*, n° 404, mai 2003.

Si demain, par malheur, nous ne parvenons pas à faire jaillir l'étincelle de la révolte créatrice, il y a fort à parier que le beau mot de civilisation, aujourd'hui si malmené, perdra toute signification. *Résister, c'est exister !*

Philippe Arondel

Ils ont collaboré à Cité...

Nous sommes particulièrement fiers de publier ici la liste des personnes qui, depuis notre création, ont donné des contributions à Cité :

ABÉCASSIS Armand - AIMARD Frédéric - ARONDEL Philippe
- ARONDEL-ROHAUT Madeleine - AUDRERIE Dominique -
AUMONT Yvan - AZAN Wilfrid - BALMARY Marie -
BARREAU Jean-Claude - BARRET-KRIEGEL Blandine -
BARTHELET Philippe - BEAUROY Simon - BERLIOZ Jacques
- BETBEZE Julien - BLANGY Jacques - BLESKINE Hélène -
BOUESSEE Joël - BOURDIN François - BOURDIN Bernard -
BOURGUIGNON François - BRISACIER Michel -
BRUCKNER Pascal - BUCHE Jocelyne - CAILLEUX Philippe -
CANNAT Noël - CASTRO Jean-Luc - CASTRO Roland -
CHALAS Yves - CHRÉTIEN Cyrille - CINGOLANI Patrick -
COL Norbert - COLIN Pierre - COUTEAUX Paul-Marie -
CRITON des ALPES - DANIEL Jean - DAVIGNON René -
DECHERF Dominique - DELAUNAY Jean-Claude -
DELORME Philippe - DENIS-JUDICIS Xavier -
DENOEL François - DESAUBLIAUX Marc - DESSANTI Jean-
Toussaint - DHAMANI Areski - DOLLÉ Jean-Paul -
DONNADIEU Gérard - DOUTRELEAU Joël - DRAGON Michel
- DUMOUCHEL Paul - DUPUY Jean-Pierre - FERNOY Sylvie -
FLAMAND Alain - FLEUTOT François-Marin -
FONTAURELLE Michel - FROSSARD André -
GACHOUD François - GAKUBA Laurent - GALFO Ludovic -
GALLOIS Pierre - GERLOTTO François - de GOUSTINE Luc -
GRIFFITHS Robert - HALLÉREAU Véronique -
HANNOUN Michel - HAVEL Vaclav - HOSSEPIED Luc -
HYBLER Martin - INCHAUSPÉ Nicolas -
INSCHAUSPÉ Dominique - JACOB Jean - JAUBERT Alain -
JULIEN Bertrand - KOPP Guillaume - LA MARCK Yves - LA
RICHARDAIS B. - LA TOUR R. - LANDEVENNEC Yves -
LATTA Claude - LAURIA Philippe - LAVAUDANT Catherine -
LAZINIER Emmanuel - LE BRAZ Rémy - LE DANTEC Jean-
Pierre - LE PORS Anicet - LE ROUÉ Patrice -
LECLERC Gérard - LEDURE Yves - LÉVINAS Emmanuel -
LOUIS Patrick - LUSTIGER Jean-Marie - MARCILHAC Isa et
François - MARKOVIC Marko - MARTIN Didier -
MASCLET Olivier - MASSONNET Alexandre -
MITROFANOFF Igor - MORIN Edgar - MORY Christian -
MOURIAUX René - MOUSNIER Roland -
MOUSSET Emmanuel - NAVET Georges - NEMO Philippe -
PALUMBO Nicolas - PARAIN-VIAL Jeanne - PARGUEZ Alain -
PIHET Christian - PLOURDE Simonne - POUCH Thierry -
POULON Frédéric - PRINI Pietro - PROST Antoine -
PRUDHOMME François - RENARD Jacques -
RENAUD Alexandre - RENOUVIN Bertrand -
ROSANVALLON Pierre - RUMIN Hervé - SAINT AIMÉ David -
de SAINT-FREJOUX Antoine - SARTORIS Ghislain -
SFEZ Lucien - SIKLOVA Jirina - SKALNIK Petr -
SOLARI Alain - SOLÉ Jacques - SUR Jean - TALBOT Rémy -
TILLIETTE Xavier - TISSERAND Axel - TRAINAR Philippe -
VETO Miklos - VILLEMONTÉIX François -
WARUSFEL Bertrand - ZALIO Pierre-Paul.

Le caméléon et la chaise

Pierre-Etienne Heymann

comédien, metteur en scène et pédagogue, a dirigé l'école du Théâtre National de Strasbourg et le Théâtre de Ville-neuve d'Ascq, réalisé une soixantaine de mises en scène et enseigné dans les Instituts d'Études Théâtrales de la Sorbonne Nouvelle et de Nanterre. Il a publié *Regards sur les mutations du théâtre public (1968-1998)*, *La mémoire et le désir*, L'Harmattan, 2000.

Mon voisin à Vigéois est peintre. Nous sommes amis depuis fort longtemps. Il m'est souvent arrivé, au fil de ces décennies, de franchir la petite route qui nous sépare, et de m'installer dans son atelier, enfoncé dans un fauteuil avachi, à le regarder peindre. Pendant une heure ou deux, je l'observe en plein *travail*. Les premiers temps, j'étais surpris de le voir manier ses brosses et ses pinceaux avec minutie mais apparemment sans la moindre concentration. A mon arrivée, il se contente de baisser le volume de son poste radio immanquablement ouvert sur France-Culture, et nous devisons, nous refaisons le monde tandis qu'il peint ; sur le coin d'une caisse, un petit croquis, ou bien une photographie, ou bien quelques objets — en ce moment des feuilles mortes — qui jouent le rôle du modèle. Rien de mystérieux, aucune manifestation de ce qu'on a coutume d'appeler « l'inspiration » : l'artiste semble *copier* ce qu'il voit, sans cesser d'écouter la radio ou de parler avec moi. Il fabrique un objet, un beau jour, il décrètera que ce « tableau » est terminé, il le rangera contre le mur de l'atelier, et il en mettra un autre en route. Artiste ou artisan ? La question se pose. Ce qui est incontestable, c'est qu'il *travaille* ; il reste dans son atelier six, huit ou dix heures par jour, tel un ébéniste qui peaufine un meuble rare. Mais où donc se cache l'art, la création, dans la démarche de mon voisin ? Est-ce au cœur de la nuit qu'il concocte son œuvre ? Dans les lieux d'aisances qu'il jette sur un morceau de papier l'esquisse de ce que sera la toile, ou bien en prenant son café qu'il décide de la photo ou de la pomme de terre qui sera son modèle ? Le mythe du génie inspiré en prend un vieux coup, et s'efface au profit d'une dialectique art/artisanat.

Je ne suis pas plasticien, je suis acteur et metteur en scène. Mais l'observation de la manière de faire de mon ami me renvoie à mes propres pratiques — pratiques artistiques d'un « travailleur du spectacle », comme on dit dans mon syndicat. *Travailleur*, c'est vrai, je le suis, et je me suis toujours considéré comme tel ; jusque dans mon langage quotidien : je me souviens avoir souvent été obligé de refuser à mes enfants leur lecture vespérale ou la promenade dominicale avec un « Pas possible, j'ai du travail ! » ou un « Non, faut qu'j'aille au boulot ! ». Mais la conscience que j'avais de mon statut de

travailleur a maintes fois été écornée par l'incompréhension des « autres », l'inévitable question blessante concluant une rencontre d'après-spectacle : « A part ça, qu'est-ce que vous faites dans la journée ? ». Cette manifestation de ce que Pierre-Michel Menger appelle « le soupçon de frivolité, d'improductivité contre ce qui s'apparente davantage au jeu qu'au travail »¹ est bien normale : dans notre société il semble impensable qu'une activité artistique autre que la présence sur un écran, grand ou petit, puisse être un « vrai travail », c'est-à-dire un gagne-pain. Il y a trente ans, Anne Perry-Bouquet, pensant à l'art d'écrire, le formulait joliment : « Naturellement, quand on a une vocation, on est déjà assez heureux comme ça, de l'avoir. C'est une chance. on ne va pas vous donner des sous parce que vous avez de la chance ! La vocation, c'est pour ainsi dire gratuit, puisque c'est payé d'avance. Ils choisissent toujours les responsables dans ceux qu'ont la vocation de rien du tout, parce qu'autrement - tu te rends compte ? - t'aurais tout : la veine d'être capable et les sous en plus ».² Adam Smith déjà parlait de l'existence de gratifications non monétaires dans certaines professions. L'artiste du spectacle vivant, quand il n'est pas médiatisé, est comme le poète ; il est difficilement reconnu comme un *travailleur*, puisqu'il ne produit aucune marchandise vendable (le plasticien, au moins, confectionne des objets sur lesquels on peut coller une étiquette avec un prix de vente ; le musicien participe à la fabrication de disques dont on fait commerce) ni ne rend apparemment aucun *service* d'ordre utilitaire (comme le médecin ou l'employé de banque). Mais, aux yeux du plus grand nombre, travailler dans le champ du symbolique n'est pas travailler. Le prince avait ses bouffons, le notable républicain a ses danseuses, le peuple se régale toujours de *panem et circenses* et se repait des gladiateurs d'aujourd'hui : chanteurs, footballeurs, icônes d'acteurs. Il n'a, croit-il, plus besoin du poète dramatique et de son interprète. Sauf exceptions.

L'acteur et l'ouvrier

En septembre 2003, j'ai créé à Tulle *Le cran de l'abattu*, une pièce qui, à partir de l'histoire récente de la Manufacture d'Armes de la ville (la « Manu »), met en question les restructurations industrielles, avec leur cortège de licenciements, de drames humains, et leur mécanisme d'anéantissement d'un savoir-faire, d'une mémoire et d'une culture ouvrière. J'y jouais le rôle d'un ouvrier de la Manu qui conte son itinéraire depuis l'apprentissage jusqu'à la mise en préretraite. Afin que le spectacle marque bien ses distances par rapport au naturalisme, j'avais eu l'idée de confier les premières lignes de ce récit de vie à un authentique ancien de la Manu qui, au bout de quelques minutes, transmettait le relais à l'acteur que je suis. Cinq « Nez Noirs » devaient jouer en alternance, et ils sont venus répéter avec nous, les professionnels. Les premiers jours, dans les deux camps, chacun restait sur ses gardes avec une

■ 1. Pierre-Michel Menger, *Portrait de l'artiste en travailleur*, Le Seuil/La République des Idées, 2002.

■ 2. Anne Perry-Bouquet, *Saint-Nicolas, mon bon patron*, Stock, 1973.

réserve teintée de méfiance. Ouvriers et artistes n'ont pas coutume de se mêler, encore moins de *travailler* ensemble. Mais bientôt l'ambiance a changé du tout au tout : les ouvriers ont reconnu dans ma pratique et dans celle de mes partenaires une démarche de travail qui allait bien au-delà de la mémorisation du texte. Au bout de quelques jours, ils étaient devenus des collaborateurs à part entière du spectacle ; ils avaient comblé le fossé séparant les ouvriers et l'acteur qui prétendait représenter un ouvrier. Ils acceptaient sans difficulté les indications de jeu et les critiques des spécialistes du théâtre qui les aidaient à faire leurs premiers pas sur scène ; et réciproquement, ils prodiguaient leurs conseils à l'acteur qui cherchait à construire un personnage à leur image : ils n'hésitaient pas à corriger amicalement ses gestes techniques, lui suggéraient des choix d'accessoires plus pertinents, contestaient parfois des détails de son texte, l'encourageaient de leur présence active. De mon côté, je ne cessais d'observer leur démarche, leur gestuelle, leur phrasé, leur manière d'appréhender le monde. Je me remémorais mon *credo* brechtien :

« Toi, le comédien,
Tu dois, avant tout autre,
Maîtriser l'art de l'observation. (...)
Le regard que jette
L'arboriculteur sur ses pommiers est autrement perçant que celui
du promeneur. »³

Je profitais du privilège d'être ainsi épaulé par des travailleurs dans mon travail de représentation d'une vie de travail.

« *Un travail habile et réussi* »

Il n'est pas question de détailler ici les différentes facettes qui constituent l'art du comédien. Mais il n'est pas inutile de rappeler brièvement en quoi consiste le *travail* d'un rôle. Ou du moins la face visible de ce travail, celle qui participe de l'artisanat et qui nourrit la face cachée, c'est-à-dire l'alchimie complexe qui a à faire avec l'inconscient. En premier lieu, bien sûr, connaître le texte : le lire et le relire incessamment, l'explorer intellectuellement afin d'en débusquer les sens et les connotations ; le mémoriser (en ce qui me concerne, je préfère arriver au début des répétitions avec le texte su, parce que cela me procure une plus grande liberté dans la recherche) ; « configurer » ses muscles faciaux et ses cordes vocales en sorte qu'ils permettent de mettre en bouche les mots et les phrases. Ces travaux physiques et intellectuels sont les fondements du métier. Ensuite (ou plutôt simultanément) s'approcher du personnage — quand il existe des personnages, ce qui était le cas pour *Le cran de l'abattu* — en décrivant autour de lui des cercles concentriques de plus en plus serrés. J'aime bien partir des pieds — « Les pieds, c'est à la base de tout », écrit Daniel Lemahieu dans une pièce que j'ai créée⁴.

■3. Bertolt Brecht, « Discours à des comédiens-ouvriers danois sur l'art de l'observation », *Poèmes 4*, L'Arche, 1966.

■4. Daniel Lemahieu, *Entre chien et loup*, Éditions Théâtrales, 1982.

Comment marche mon ouvrier ? Sa manière de se déplacer, de s'asseoir aussi, indiquera son âge ; pas son âge officiel, mais son âge réel après une vie de labeur, donc son passé. Il est urgent pour l'acteur de répéter avec les chaussures du personnage (ici, des chaussures de sécurité), qui aideront à ce que les sensations remontent des pieds à travers tout le corps... jusqu'au cerveau. Dans le cas particulier du *Cran de l'abattu*, ce travail ambulatoire me semblait insuffisant pour parvenir à proposer un ouvrier crédible (je ne dis pas *authentique*, mais *crédible*), moi qui n'ai jamais travaillé en usine. J'ai donc effectué un bref stage dans un Centre d'Apprentissage de Tulle, au côté d'adolescents préparant des examens professionnels, afin d'expérimenter les gestes et les postures d'un tourneur-fraiseur, et d'essayer de percevoir pour ainsi dire sensuellement ses rapports avec sa machine. Je ne prétends pas que ces quelques heures aient modifié radicalement mon comportement corporel, mais j'avais *travaillé* dans un atelier métallurgique ; j'y avais vécu, j'en connaissais la lumière, les bruits, les odeurs, que je pourrais recréer intérieurement dans mon interprétation. D'autre part, la composante technologique du discours de mon personnage s'appuyait à présent sur un concret que j'ignorais auparavant, et que ni mes lectures ni mon imagination ne pouvaient me permettre d'assimiler. J'ai pris l'habitude pour chaque rôle (ou chaque mise en scène) de tenir quotidiennement un journal de bord de mon travail : je mets par écrit tout ce que j'ai fait, tout ce que j'ai imaginé, toutes les questions que je me pose. Pendant la phase antérieure aux répétitions, je note mes réflexions, des extraits de mes lectures, les idées à mettre à l'épreuve du plateau, les obscurités qui subsistent, les doutes à dissiper. Durant les répétitions, je consigne chaque soir le bilan du travail de la journée : les avancées et les reculs, les acquis provisoires, les interrogations nouvelles qui surgissent, les problèmes résolus et ceux qui restent en suspens... Ce cahier est pour moi comme une bouée, la trace concrète des heures dé cousues passées à s'agiter, souvent à errer. Lorsque je relis après coup ces notes hâtives, lapidaires et mal écrites, je me rends compte qu'elles ne constituent pas seulement un pense-bête à usage immédiat. Je crois voir se dessiner l'architecture de mon travail, fait d'une somme de tâches concrètes accomplies, et c'est alors que je commence à comprendre pourquoi mes amis Nez Noirs en sont venus à me regarder comme un *travailleur*. C'est encore Brecht qui écrivait : « L'art suppose un savoir-faire, qui est un savoir-travailler. Quiconque admire une œuvre d'art admire un travail, un travail habile et réussi. »⁵

Intermittences...

Un hasard de l'Histoire a récemment rapproché en France deux mouvements sociaux concomitants : celui des intermittents du spectacle et celui des chercheurs. Est-ce vraiment un hasard ? Car l'activité qui, toutes proportions

■ 5. Bertolt Brecht, « Observation de l'art et art de l'observation », *Sur le réalisme*, L'Arche, 1970.

gardées, présente le plus de similitude avec la pratique de l'acteur est bien celle du chercheur scientifique. Comme le chercheur, l'acteur émet des hypothèses de travail qu'il va s'efforcer de vérifier par des expérimentations concrètes — ensemble d'opérations que la langue française nomme d'une manière erronée *répétitions* (ce mot en effet incite à assimiler l'acteur à un perroquet), au contraire de l'allemand *Proben* ou du portugais *ensaios* (« essais »). Au cours de ces expérimentations, l'acteur, aiguillonné par son guide socratique, le metteur en scène, s'attache à éliminer les hypothèses fallacieuses et à leur substituer des propositions nouvelles, qui sont provisoirement conservées tant que leur pertinence n'est pas mise en défaut. Il ne doit surtout pas négliger d'utiliser les erreurs qui se font jour ni de tirer profit des hasards qui se présentent, et qui font surgir des situations inattendues, non prises en compte dans les hypothèses initiales. La double finalité de cette recherche pourrait se définir comme une longue marche vers la cohérence intellectuelle du projet abouti (ce qu'on appelle la rigueur dramaturgique), et l'aspiration à un fonctionnement concret harmonieux du spectacle. Étant bien entendu que cette harmonie n'est jamais que provisoire et accidentelle car, comme c'est le cas dans les sciences physiques, le fait d'observer modifie l'observateur, qui à la fin du processus n'est plus identique à ce qu'il était au début. Surtout lorsque cet observateur (l'acteur, l'artiste) utilise sa propre personne comme matériau d'expérimentation chaque fois qu'il puise dans son inconscient.

Ce parallèle entre l'activité artistique et la recherche scientifique a, bien entendu, ses limites. Et la société, dans sa perception de l'une et de l'autre, en ne leur accordant pas une valeur d'usage équivalente, hiérarchise fortement leur utilité respective. Elle attribue vulgairement à la science un rôle global d'amélioration de la condition humaine, et à l'art une fonction proche du supplément d'âme. Il n'empêche que la proximité relative de leurs modes de fonctionnement nous aide à préciser la nature duale de tout travail artistique : ce type de travail participe simultanément du savoir-faire artisanal (c'est en tant que tel qu'il était *reconnu* par les ouvriers de Tulle) et d'une activité de recherche qui s'apparente à la fois à une recherche scientifique par son fonctionnement méthodologique, et par son aspect introspectif à une autre forme de *travail*, le travail sur soi-même qui est en œuvre dans la cure psychanalytique.

Une ethnie à part ?

Tout travail reconnu par la société est sanctionné par un statut professionnel. Est-ce le cas pour l'activité du comédien ? La crise de l'été 2003 a amené l'opinion publique à découvrir, par le truchement des médias, une ethnie dont elle ne soupçonnait pas vraiment l'existence : l'intermittent du spectacle. Le problème a été exposé dans une immense confusion. C'est ainsi

que l'on est fréquemment arrivé, au niveau du langage, à confondre la *profession* (comédien, musicien, danseur, technicien, etc.) avec le *statut* (intermittent du spectacle). Il n'est pas étonnant que des adolescents, devant des conseillers d'orientation ébahis, aient affirmé sans barguigner : « Je veux être intermittent du spectacle » !... La médiatisation a eu au moins un effet positif : certains de nos concitoyens ont réalisé que les métiers du spectacle faisaient vivre (mal en général) plusieurs dizaines de milliers de professionnels, et pas seulement quelques centaines de stars ou presque-stars ou futures stars. Ces individus non-starisés (et pour la plupart non-starisables) sont ceux-là même qui par la modicité de leurs rémunérations produisent le plus de plus-value : plus-value matérielle au strict sens marxiste lorsqu'ils travaillent pour les industries de l'audiovisuel ; plus-value symbolique lorsqu'ils sont employés dans le secteur public du spectacle vivant. Brecht (toujours), dans les années 30, expliquait à une actrice : « Les théâtres vendent du divertissement, certains sous forme de culture. Tu es rémunérée (et employée) selon que tu rapportes au propriétaire de l'argent ou une réputation qu'il peut reconverter en argent. Les théâtres d'État rémunèrent des services qui profitent aux idées dominantes, c'est-à-dire aux idées de ceux qui dominent, avec les impôts de ceux qui sont dominés. Il est bon que tu saches que tu es une employée comme une autre, comme celles, par exemple, que l'on engage pour servir à boire, mais ce n'est évidemment pas tout. »⁶

Il est néanmoins évident que l'acteur (et plus généralement l'artiste du spectacle vivant) est soumis à des formes de travail difficilement adaptables à la législation générale. Il n'est pas facile de faire entrer la création artistique dans le cadre de lois sociales conçues pour le plus grand nombre. Par exemple, comment serait-il possible de respecter mécaniquement la durée hebdomadaire légale du travail pendant les périodes de répétitions ? Le SFA (Syndicat Français des Artistes Interprètes CGT) a eu bien du mal à trouver une équivalence à la loi des 35 heures, complètement inapplicable à moins de nier les aspects irrationnels du travail de création artistique. Pourtant les professionnels du spectacle français ont réussi dans les années 60, grâce aux luttes impulsées par leurs syndicats, à obtenir un régime spécifique d'assurance-chômage qui traduisait la reconnaissance de leur activité comme un travail salarié d'un type particulier. Ce statut est devenu consubstantiel à nos professions, au point d'apparaître comme le substitut d'une carte de travail (qui n'existe pas en France, contrairement à d'autres pays) : paradoxalement, c'est le fait de pouvoir bénéficier de l'assurance-chômage qui justifie du professionnalisme d'un individu ! Quoi qu'il en soit, si on se place du point de vue du statut professionnel, le métier d'acteur est bien un travail ; un travail avec des signes distinctifs forts, reconnu (depuis peu) par la société.

■6. Bertolt Brecht, « La Profession », *Écrits sur le Théâtre 1*, L'Arche, 1972.

Une flexibilité rêvée...

Ce travail, comment le situer dans le procès de production capitaliste ? Pierre-Michel Menger souligne avec pertinence que « les activités de production artistique ne sont pas ou plus l'envers du travail, mais qu'elles sont au contraire revendiquées comme l'expression la plus avancée des nouveaux modes de production et des nouvelles relations d'emploi engendrées par les mutations récentes du capitalisme »⁷ L'art serait devenu « un principe de fermentation du capitalisme », et l'artiste « une incarnation possible du travailleur du futur ». Le statut français des intermittents en est un exemple flagrant. A l'origine, ce statut n'est nullement un grain de sable dans la machine libérale, au contraire. En effet, alors que dans toutes les branches d'activité les efforts du patronat tendent à faire reculer le salariat à durée indéterminée au profit d'une précarité généralisée (en France, le CDI à temps plein représentait 72% des actifs au début des années 70 et 56% en 2000), l'intermittent du spectacle répond aux exigences d'une flexibilité absolue. Il est « le *migrant* parfait, celui qui assume dans sa totalité, et même parfois revendique, en toute inconscience, la précarisation »⁸ L'intermittence organisée est une forme d'emploi peu coûteuse qui permet de « faire face à deux exigences contradictoires : abaisser les coûts de main-d'œuvre, et disposer en permanence des effectifs artistiques garants de la flexibilité du système de production ».¹³ Le statut des intermittents est donc parfaitement adapté à la situation souhaitée de précarisation des salariés. Son seul défaut, c'est qu'il est trop favorable aux salariés et coûte trop cher au patronat ; et qu'il risque de servir de modèle dans d'autres branches gagnées par la précarisation. C'est la raison pour laquelle le MEDEF s'emploie à l'éradiquer. Ce n'est pas la moindre ironie de l'Histoire que les artistes, qui se sont si souvent dressés contre la toute-puissance du marché, soient « des précurseurs dans l'expérimentation de la flexibilité ».⁹

Quand l'archaïsme est d'avant-garde...

Peut-on imaginer l'artiste du spectacle vivant comme un travailleur atypique irréductible au capitalisme, contrairement au plasticien, au cinéaste, à l'acteur de cinéma ou de télévision qui, au moins économiquement, sont complètement intégrés au mode de production capitaliste ? Adorno, Horkheimer et l'École de Francfort, en leur temps, avaient souligné la contradiction entre la rébellion des artistes contre l'asservissement par le marché, et leur inévitable soumission au marché de la production artistique. Le spectacle vivant, parce qu'il n'est pas une production en série et n'est pas reproductible industriellement, ressortit d'une forme archaïque d'artisanat qui survit en raison de la force de sa charge symbolique et dans la mesure où il sert de vivier aux emplois des industries culturelles. La nature du travail qu'il exige

■ 7. Pierre-Michel Menger, *op. cit.*

■ 8. Pierre-Etienne Heymann, *Regards sur les mutations du théâtre public 1968-1998*, L'Harmattan, 2000.

■ 9. *Le spectacle vivant*, La Documentation française, 1997.

demeure un modèle de travail non aliéné, tel que Marx l'évoquait dans les *Manuscripts de 1844*.

Depuis vingt-cinq ans, le capitalisme s'adapte et mue, comme un caméléon vorace qui phagocyte constamment les revendications de ses détracteurs.¹⁰ La manière dont il a pris en compte les pulsions individualistes de 1968 devrait lui faire désigner l'artiste comme le modèle du travailleur idéal : inventif et motivé, toujours porté sur la créativité, indifférent aux horaires surchargés et à l'incertitude du marché du travail. Les nouvelles formes, sournoises, de l'aliénation, masquées par un discours flattant l'épanouissement de l'individu, concourent à l'uniformisation grandissante du travail et à sa dépersonnalisation. « En régime capitaliste, l'homme individuel se trouve à l'égard du travail en état de guerre. Le travail menace l'homme individuel. Tout ce qui est individuel est éliminé, et du processus de travail, et du produit du travail. Une chaise ne nous apprend plus rien sur l'originalité de celui qui l'a faite. »¹¹

L'artiste du spectacle vivant est peut-être un des rares travailleurs dont la signature soit encore visible sur la chaise.

■10. Pierre-Michel Menger, *op. cit.*

■11. Cf. Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Gallimard, 1999.

Pierre-Etienne Heymann
juillet 2004

Une vieille dispute... comment déterminer le prix du travail ?

Philippe Lauria

économiste et docteur en philosophie, auteur de l'essai *Kantor et le transfini* étudié par Olivier Bruneau à la fin de ce n°43 de *Cité*.

L'époque n'est pas si lointaine où les facultés de sciences-économiques accordaient par l'entremise des quelques professeurs passionnés une place importante à ce que l'on appelait la *théorie de la valeur*. Le débat était vif, car les professeurs d'économie de tendance marxiste, qui avaient pris à cœur la doctrine du maître, propageaient la bonne nouvelle de la Révolution et celle-ci avait un dogme : le travail est source de valeur et de richesse, non pas le marché ou les prix du marché. C'est donc une théorie adéquate de l'origine de la valeur - la théorie de la valeur est au cœur du livre de Marx *Le capital* - de sa formation et de sa circulation via les marchandises qui pouvaient être en mesure de justifier qu'il y a bien une exploitation des ouvriers.

Pendant presque deux siècles, des premiers auteurs qui prirent le nom d'économistes jusqu'aux années quatre-vingt, cette question de la valeur n'avait cessé d'occuper les esprits. On y voyait véritablement l'axe de la science économique, conçue comme savoir qui décrit les activités économiques de l'homme (travail, répartition, consommation) et qui dit les normes de leur meilleur fonctionnement possible. L'enjeu était d'expliquer la formation de l'utilité des biens et l'origine des richesses des individus dont on ne peut que constater l'inégalité. Que disait donc les grands courants de la pensée économique et que devons-nous penser du rôle de cette théorie de la valeur pour le bon gouvernement de l'économie ?

Ricardo avait été un propriétaire terrien et un banquier, mais il avait à ses heures des « penchants » spéculatifs qui l'amènèrent à formuler une théorie pure de la valeur qui fut reprise en partie par Marx. Pour Ricardo le travail des hommes, leurs mains et leurs machines, crée la valeur des biens et des marchandises, mais celle-ci n'acquiert un prix que lorsque ces marchandises arrivent sur un marché, autrement dit lorsqu'un producteur se charge lui-même ou charge un autre de trouver un acquéreur. Sans doute d'autres pro-

ducteurs seront là qui veulent aussi vendre le fruit du travail de leur main et par suite se mettra en place un jeu de concurrence entre ceux qui offrent les marchandises ; mais ce sera aussi le cas entre ceux qui souhaitent acheter la même marchandise. La valeur que le producteur aura inscrit dans la matière brute, matière qu'il aura travaillé, élaboré par son ingéniosité, son art, ou son énergie, aura, si l'on peut dire, son heure de vérité. Personne n'en voudra, peut-être, car beaucoup de travailleurs ou de producteurs ont déjà offerts le même bien, et parce qu'il est arrivé trop tard. Ou au contraire, il sera heureux de constater que les acquéreurs sont prêts à donner beaucoup pour obtenir ce bien de qualité, ou très utile, ou encore rare. La valeur mise dans la marchandise par le travail rencontre donc la valeur qu'en attendent les acquéreurs et consommateurs potentiels, la valeur travail du producteur rencontre la valeur utilité de l'acheteur. Deux psychologies se rencontrent, deux appréciations, l'une dit : « voilà ce que cela m'a coûté » ; l'autre dit : « voilà ce que je suis prêt à donner en échange, par troc ou en monnaie ». Aussi Ricardo affirmait-il dans *ses Principes de l'économie et de l'impôt*, que les biens avaient des prix naturels et des prix de marchés.

Or que comportent ces prix ? Dans les prix naturels Ricardo voyait les différents coûts supportés par le producteur du bien : l'achat de la matière première, le salaire qu'accorde le fabricant, le coût de la machine employée étalé sur ces différentes productions, et même un profit qui servira à continuer à vivre et à racheter des machines ou des matières premières. Bref, le prix naturel c'est le prix du travail (salaire et profits) + une partie des prix des biens qui servent à produire, donc c'est le prix du travail direct + du travail indirect. La valeur est le prix naturel lorsqu'elle correspond à la somme des prix que l'on a payés pour réaliser ce qui va être vendu.

Mais voilà, tout le monde n'est pas prêt à payer ce prix-là pour de multiples raisons : les temps sont durs, la marchandise n'est pas de si bonne facture, etc.. Le prix naturel est par suite supérieur au prix de marché, et si le producteur veut le vendre il lui faudra baisser le prix ou attendre que l'acheteur se décide, laissant le besoin ou l'envie le tarauder jusqu'à ce qu'il revienne, ou passe sa commande.

S'il y a beaucoup de producteurs-vendeurs et beaucoup d'acheteurs, le jeu des prix naturels et des prix de marchés, peuvent varier de manière très disparate en raison des possibilités de contacts entre tous ces échangeurs : territoire et facilité de déplacements, existence ou non de moyens de communications rapides comme le téléphone, Internet, etc.. Chacun sait bien qu'il arrive qu'on achète un produit beaucoup plus cher parfois, à quelques mètres d'une autre boutique, simplement parce qu'on était pressé ou que l'on ne savait pas qu'il y avait un deuxième magasin qui vendait telle paire de lunettes, tel sweat-shirt etc., pourtant identique ou presque. Tout cela fait que le

COMMENT DÉTERMINER LE PRIX DU TRAVAIL ?

marché est dans la réalité un univers très compliqué, autant que peuvent l'être nos désirs, nos déplacements, ou nos moyens d'informations...

Reste que le marché demeure la rencontre de deux échelles de prix, ceux de l'offreur et ceux du demandeur. Néanmoins, le savant, l'économiste ne peuvent pas retenir tous les cas particuliers et ils cherchent donc une moyenne qui va agréger toutes les échelles individuelles pour en fabriquer une seule qui indiquerait un point, un prix en monnaie pour lequel les offreurs sont prêts à vendre et les acheteurs à acheter. C'est, dit-on, le prix d'équilibre, celui où les prix démarchés tendent à égaler les prix naturels.

Comme nous le constatons dans toutes ces explications, la valeur issue du travail ou celle qu'on attribue à un bien en fonction de l'utilité qu'on croit qu'il possède, ces valeurs, disons-nous, sont mesurées par le prix en monnaie. Mais comment savons-nous que telle marchandise mérite tant de pièces ou de billets ? C'est que nous savons par habitude ce que permettent d'acheter nos billets et nos pièces et que nous nous forçons une échelle de valeurs des biens avec cette monnaie, souvent en tenant compte de l'opinion d'autrui, qui peut d'ailleurs parfois nous tromper et nous faire prendre des vessies pour des lanternes - quand on le fait de son propre gré cela ressemble au snobisme, prêt à payer plus cher parce que c'est plus cher ! Cette question de la mesure de la valeur des biens, encore une fois de leur utilité créée par le travail, est capitale, et c'est le cœur de la discussion qui va durer presque 200 ans sur l'origine des richesses et expliquer les batailles politiques sur la justice sociale.

Pourquoi la mesure de la valeur par les prix et par la monnaie est-elle le cœur du problème ? Tout simplement parce que, selon qu'on décide d'ignorer la monnaie, on va tenter des mesures différentes et par suite juger différemment de la valeur des choses. Jugez-en vous-mêmes : ceux qui considèrent que la valeur vient du travail et que les prix du marché ne sont que des variations superficielles et injustifiées autour du « vrai » coût auront tendance à récuser ces mouvements trompeurs qui résultent de la concurrence des offreurs, des besoins et envie des demandeurs. Ceux-là souhaitent qu'on évalue ce coût, cette dépense, parce qu'il est juste que chacun reçoive le prix de sa peine et injuste qu'un travailleur ne puisse pas avec son salaire acheter les marchandises qu'il a lui-même produites. Et l'on peut dire que c'est ce qui arrivait au prolétariat au XIX^e siècle. Les ouvriers travaillaient pour les riches et, devant le scandale de l'exploitation ouvrière, certains philosophes comme Proudhon et Marx tentèrent de comprendre l'origine de cette situation qui rend possible le travail des enfants et des journées de plus de quinze heures pour un salaire qui ne permet pas de vivre.

Si l'on parvenait en effet à mesurer les valeurs avec le temps de travail dépensé, chacun serait payé en fonction de sa peine, car selon Marx et les

économistes socialistes (Saint-Simon), mais aussi Smith et Ricardo, c'est bien le travail qui est la source de la valeur et des richesses. Mesurons donc la dépense de travail, disent certains de ces auteurs, et vous verrez que certains peinent plus que d'autres pour ne pas être bien nés. Seulement voilà, comment peut-on mesurer du travail dépensé ? Quand, dans *La richesse des nations*, Smith affirmait que la valeur d'un bien, c'est la quantité de travail que ce bien permet d'acquérir, beaucoup ont relevé qu'il y avait là un cercle vicieux : la quantité de travail dit la valeur d'un bien et la valeur d'un bien permet d'acquérir la quantité de travail qui a permis de le produire : mais quel est ce prix ? ! Et comment expliquer que la plupart du temps cette équation ne soit pas respectée ? Et les profits ?

A ce point les routes de Marx et de Smith et Ricardo se séparaient. Cependant Ricardo aurait compris qu'il est impossible de mesurer la dépense de travail sans passer par le prix de marché, Marx ne l'ayant pas tout à fait compris se serait échiné et même épuisé à vouloir montrer comment on passe de la valeur-travail au prix¹. Soyons ici attentif car le problème est presque de nature métaphysique : comment des quantités de travail mesurées en heure ou en jours peuvent-elles recevoir des prix monétaires justes ? Il faudrait que les marchandises soient évaluées en heures de travail, et que les individus échangent en se disant : j'ai travaillé deux jours et toi un jour, mon bien vaut deux fois le tien. Ainsi le travail payerait exactement le travail. Mais certains travaillent lentement et d'autres vite et avec intensité, et il se peut que le marché précédent soit un marché de dupes et que notre ami qui réclame deux pour un aurait pu faire en un jour ce qu'il a fait en deux... Il est donc bien difficile de tout mesurer en quantité de travail et il faut réintroduire l'idée d'une quantité de travail à intensité moyenne pour établir une comparaison approximative. En d'autres termes il faut revenir dans la société et voir combien, en moyenne, il faut de temps pour fabriquer telle marchandise. Marx a besoin de cette comparaison entre quantités de travail dépensées car, sans cela, il ne pourrait pas vraiment justifier théoriquement que certains travaillent plus que d'autres et sont exploités (schématiquement : ils ne peuvent acheter leur propre marchandise).

Or, seule une économie de troc où l'on parvient à échanger en sachant la quantité nécessaire de travail pour telle production le permettrait, car dès lors que la monnaie entre en jeu, ceux qui en possèdent plus, du fait de leur passé, des conditions sociales existantes, peuvent modifier le jeu des égalités des dépenses de travail, ils peuvent même acheter le travail de l'ouvrier, qui, avec sa force de travail, apparaît malgré lui comme une marchandise. De sorte que si beaucoup d'ouvriers s'offrent, cette marchandise arrive sur un marché et se déprécie en monnaie, parce qu'il y a beaucoup de bras. Ainsi, la quantité d'énergie dépensée pour produire n'est même pas évaluée à son juste prix si

■ 1. C'est en tout cas la thèse du ricardien Paul Fabra dans son livre *L'anticapitalisme*.

elle est abondante, c'est un potentiel presque sans valeur, qu'on peut acquérir comme n'importe quelle marchandise et même parfois sans discussion si les lois du pays ne protègent pas les ouvriers ou le travail des femmes et des enfants. Marx avait foi en la technique et en la technologie (« la technique éclairée par la science », disait-il de cette dernière avec esprit) mais il ne s'imaginait pas que les sociétés occidentales allaient tout de suite devenir des sociétés d'abondance où le miel et le lait couleraient et où l'on décrèterait de supprimer la monnaie (rendue inutile puisque on peut obtenir aisément les biens désirés ; cette tentative de suppression de la monnaie fut entreprise après la Révolution de 1917 en Russie).

Marx cherchait donc la manière dont les prix de marché fluctuent autour de « prix de production » qui témoignent des dépenses de travail et, en cela, certains voient en lui un classique qui substantialise la notion de valeur. La manière dont ce travail dépensé se transforme en un prix de marché par le jeu du paiement des salaires, de l'acquisition de matières premières, de machines, puis par le jeu des offres qui sont en concurrence.

Il veut montrer comment le prix traduit le travail et pouvoir assurer ce qu'est le juste prix à la quantité de travail. Pourtant, nous l'avons dit, selon qu'il y a plus ou moins de bras, selon que la technique fait des progrès, selon que l'expérience ou les dons de chacun varient, cette quantité et ce prix ne sont jamais fixes et cette volonté de fixer prix et travail pourrait avoir quelque chose de plus despotique que le marché qui laisse jouer les appréciations et même les erreurs d'appréciations corrigées par la suite.

Marx cherche la conversion du travail au prix, mais le travail n'est comparable qu'à du travail, l'énergie à de l'énergie qui se mesure en calories, et le travail n'a pas de prix monétaire stable et vouloir se passer du marché - i.e. des besoins exprimés du moment - c'est faire violence à l'histoire et à la nature humaine. Cette idée que le travail est toujours mesuré par un prix sur un marché donné par les besoins et les réalités des consommateurs, Ricardo l'a saisie ; c'est pourquoi il se contente de dire que les prix de marché tournent autour des prix naturels, les deux tendant à s'égaliser sur le long terme. Économiste anglais pragmatique, dit Fabra, il ne se pose pas les questions du philosophe allemand qu'est Marx. Ce dernier espère un calcul scientifique qui permettrait de comparer les rapports de travail et les rapports de prix. En particulier il veut montrer que le profit n'est que du travail ouvrier et pas un service du patron, parce qu'il dirige ou parce qu'il a le courage d'investir, ou encore de mettre de l'argent de côté pour redonner du travail en achetant des machines. Ce profit prélevé, c'est pour l'essentiel du temps de travail de l'ouvrier qui n'est pas payé, de la plus-value, retirée par ceux qui possèdent les machines, l'entreprise, selon la contrainte qu'impose le système aveugle de la concurrence (ce n'est pas que le capitaliste soit toujours méchant, il n'a

pas le choix...). C'est cette part prélevée injustement que veut mesurer Marx et qui lui pose tant de problème car il lui faut une double échelle : les rapports entre quantité de travail et les rapports correspondants entre prix échangés, les bons, et ceux que le marché donne, qui sont généralement injustes. Rétablir les bonnes correspondances serait rétablir la justice sociale, à *chacun selon son travail* avant d'arriver à la société d'abondance ou chacun aurait *selon ses besoins* (formule de Marx). Pendant plus d'un siècle, on a donc tâché de comprendre comment les quantités de travail trouvent un prix, puis comment ces prix forment les prix des marchandises et comment ces marchandises pourraient s'échanger. A la belle époque du marxisme triomphant, les universitaires ont même tenté d'échafauder des comptabilités entières en temps de travail. En effet si le salaire explique le prix de la marchandise et le prix de la marchandise le prix du salaire, on n'explique rien : il convient donc d'homogénéiser les grandeurs au risque d'une régression à l'infini... Le débat avait quelque chose de la controverse scolastique sur le sexe des anges.

Si on explique ce qui se passe dans la réalité, un prix donne un prix, mais ce cercle logique vicieux déplaît à une pensée d'une *rigueur défectueuse*, car elle ignore le milieu concret où se déroule les échanges ; en voyant que le travail crée l'utilité, il cherche à en faire sortir le prix à toute force. Sur ce débat les économistes adopteront trois philosophies économiques principales : les marxistes voulaient tenter de mesurer la valeur travail pour éventuellement donner les justes prix des salaires et se défendre contre l'exploitation des ouvriers (aujourd'hui encore avec ou sans cette théorie en tête, les militants et syndicalistes se battent pour qu'on paye justement) ; d'autres ont admis que le travail était source de valeur mais ont renoncé au fantasme de mesurer la dépense de travail autrement que par le moyen du marché, ils laissent le marché faire la différence (même si l'État doit arranger les injustices) ; d'autres libéraux et militants ne s'occupent pas du tout de la sphère de la production et du travail, seul compte ce qui se manifeste, et non le secret des usines, par où les marxistes seraient encore des philosophes idéalistes ou substantialistes. Pour les libéraux, les prix résultent des utilités exprimées, qu'elles soient liées aux besoins ou à la fantaisie.

Mais n'est-il pas absurde de vouloir choisir entre la valeur travail et la valeur utilité. Sans le travail pas de valeur créée, bien qu'on puisse travailler sans résultats. Le travail est donc une condition de base, une condition nécessaire de l'utilité-valeur des marchandises, mais il n'est pas une condition suffisante, car de mauvaises anticipations de ce qu'est la demande aboutissent à produire inutilement des biens qui seront surabondants et qui perdront leur intérêt, au moins pour un temps. Utilité et travail sont donc distincts et inséparables et, par suite, vouloir se passer du marché qui fonctionne comme un vaste machine de tâtonnement et de mesure des prix monétaires pour se raccrocher aux coûts et aux dépenses en travail, serait illusoire.

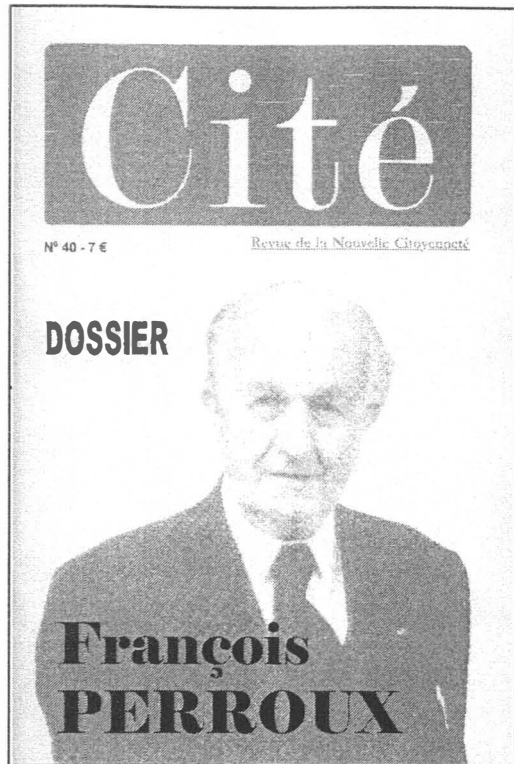
COMMENT DÉTERMINER LE PRIX DU TRAVAIL ?

Le marché calcule comme un immense cerveau ou ordinateur ce que Marx voulait faire tout seul ! Il n'est pas impensable d'effectuer par de bonnes moyennes de telles correspondances qui permettraient de mieux mesurer ce qui revient au travail et par conséquent aux salariés. Car la théorie de la valeur (après une démonstration d'indécidabilité que nous venons d'esquisser et dont la preuve fut administrée, je crois, par Kantorovitch dès le début du siècle – en parfaite ignorance de messieurs les économistes de l'université...) aurait été reprise par des économistes mathématiciens qui lui ont donné une nouvelle jeunesse formelle. Mais en matière de politique, même économique, le calcul ne saurait entièrement remplacer l'art et la vertu des généralités. Répondons donc à la question : comment déterminer le prix du travail ?

Pour l'école libérale, cela dépend du contrat conclu librement. Mais le contrat est-il libre quand les salariés sont en concurrence pour travailler afin de subvenir à leurs besoins ? La loi de l'offre et de la demande risque en ce cas d'être injurieuse pour la dignité du salarié qui mérite selon son travail. Il convient donc d'assurer un salaire minimum régulier correspondant à la réparation des forces de travail dépensées et satisfaisant les besoins du travailleur et de sa famille (le complément familial pouvant être versé indirectement). Toutefois, le travail n'est pas toujours le même pour le même temps qui y est consacré : a donc droit à un supplément proportionnel, au-delà du minimum, tout travail de qualité déterminé en fonction de la quantité et de la qualité fournie, ainsi que de la qualification et du nombre d'années d'études préalables exigées. Ce second facteur explique la nécessaire hiérarchie des salaires au-dessus du minimum social vital. A-t-on oublié ce qui a été dit sur l'utilité et les conditions du marché ? Reste un troisième facteur pouvant faire varier le calcul du salaire : celui-ci correspond à une juste oscillation, dans la mesure où elle n'entame pas le minimum vital, en fonction des circonstances du marché, lequel envoie les signaux indispensables pour dissuader ou réorienter les offres et les demandes. C'est dans ce « tronçon » du salaire au-delà du minimum social que la théorie libérale a une relative pertinence. En effet, il serait absurde de vouloir à tous prix tirer systématiquement les salaires vers le haut quelles que soient les conditions d'exercice du travail dans une branche donnée et sans tenir compte de ce que l'employeur a apporté un capital qu'il doit lui aussi entamer si les affaires ne vont pas. Bien sûr ce raisonnement implique les actionnaires et la règle du juste prix de leur apport doit être discutée au sein des conseils d'administration où devraient figurer les représentants des salariés.

Philippe Lauria

Avez-vous lu nos dernières livraisons ?



**ces numéros sont disponibles
au prix de 7 € chaque.**

L'Europe sans rivages

Bertrand Renouvin

ancien membre du Conseil économique et social, directeur politique de Royaliste.

Ce texte est tiré d'une communication à la « Journée d'Études François Perroux », organisée à l'Université Montesquieu Bordeaux IV le 23 janvier 2004, sur le thème : « François Perroux et la gouvernance des nations ».

« Rien n'est plus ennemi de la fécondité de l'idée européenne qu'un certain européanisme clos et borné. » (FP-ESR 667)

« L'Europe est une œuvre qu'aucun espace ne borne ni ne contient. » (FP-ESR 34)

Premier volume des œuvres complètes de François Perroux¹, *L'Europe sans rivages* a fait l'objet d'une première publication en 1954, voilà cinquante ans. Comme l'ouvrage consacré à la coexistence pacifique², cette critique de l'Europe « étriquée » et l'explicitation du projet perrouxien semblent à jamais dépassés : les bouleversements survenus à la fin du siècle dernier et le processus de construction européenne dans un mode d'échanges apparemment globalisés n'ont-ils pas changé radicalement les données ?

La conjoncture des années cinquante, l'opposition des systèmes politiques et économiques dans l'Europe séparée par le Rideau de fer et la nature des conflits internationaux de l'époque sont en effet caractéristiques d'un monde qui relève de l'histoire et de reconstitution légendaire – le mythe de l'âge d'or reparaissant dans l'évocation attendrie des *Trente glorieuses*.

Le monde de 1954 est celui de la guerre froide. La période d'extrême tension (1947-1953) fait place à un début de « dégel » dans une période d'*équilibre de la terreur* ponctué par l'expérimentation de la première bombe H soviétique et par le lancement en 1957 du Spoutnik, qui montre que les fusées russes peuvent frapper le territoire américain.

La construction européenne en est à ses débuts, marqués par une grande crise. Signé en avril 1951, le traité instituant la Communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA) est entré en vigueur en 1952 pour le charbon et en 1953 pour l'acier. En 1952, les Pays-Bas proposent un projet d'union douanière, qui passe à l'arrière-plan en raison du violent débat sur le traité de Communauté Européenne de Défense - rejeté par le Parlement français à l'été 1954. La conférence de Messine de juin 1955 marque la « relance européenne » qui aboutira à la signature du Traité de Rome en mars 1957.

■ 1. François Perroux, *L'Europe sans rivages*, 1^{ère} édition, 1954, Presses Universitaires de France. Nouvelle édition augmentée aux Presses Universitaires de Grenoble, 1990.

■ 2. François Perroux, *La coexistence pacifique*, trois volumes, 666 pages, Presses Universitaires de France, 1958. Réédition en un volume aux Presses Universitaires de Grenoble, dans les *Œuvres complètes*, aux Presses Universitaires de Grenoble, en 1992. S'y ajoutent des *Textes complémentaires sur La coexistence pacifique*, PUG, 1992. Cf. mon étude dans *Cité* n° 39 : « Penser, faire la révolution mondiale ».

François Perroux publie son ouvrage sur l'Europe dans une France divisée (notamment...) entre partisans et adversaires de Pierre Mendès-France, qui devient président du conseil en juin 1954 : il met fin à la guerre d'Indochine en signant les accords de Genève au mois de juillet et tombe en février 1955 lors d'un débat sur la guerre d'Algérie qui a commencé à la Toussaint précédente.

Cette France de la IV^e République connaît une forte croissance industrielle et agricole ; l'économie nationale se fonde sur la puissance de son secteur public et nationalisé, dans une dynamique de hausse des prix et des salaires. Le II^e Plan de Modernisation et d'Équipement adopté en 1955 fixe un objectif de croissance annuelle de 6 % qui sera presque atteint...

Tel est le monde sur lequel François Perroux jette un regard englobant : selon son projet d'économie généralisée, l'analyse est nécessairement mondiale. Mais à l'encontre des banalités *mondialistes* et des sympathiques prestations de *citoyens du monde*, l'auteur de *L'Europe sans rivages* s'inspire de l'analyse gaullienne dans ses premiers principes.

Cette filiation est clairement revendiquée par François Perroux qui cite³ les *Mémoires* du général de Gaulle : « Il fallait mettre dans notre jeu de puissants atouts : les grands espaces, les grandes vitesses, les alliés lointains, les mers ». C'est parce que le Général avait en 1940 une vision mondiale qu'il a pressenti la victoire, et « c'est en pensant à une France sans rivages qu'il a sauvé notre sol et nos foyers » (FP-ESR 690). C'est selon une conception planétaire que François Perroux a envisagé le développement d'une Europe sans rivages au sein de laquelle les nations historiques continueraient d'exister.

Cinquante ans plus tard, la magnifique perspective tracée par François Perroux est négligée alors que la disparition du rideau de fer lui donne une pleine actualité. Mais cet oubli, dû à la négligence et à la paresse des milieux dirigeants plus qu'à l'idéologie, entraîne le retour aux médiocres débats sur les « valeurs » européennes et sur les « frontières » d'une Europe qui n'en a jamais eues - tandis que l'Union européenne reste prisonnière de ses impasses. Lire ou relire *L'Europe sans rivages*, c'est éprouver, à l'égard de ces polémiques stériles, le sentiment aigu d'une immense perte de temps et d'un gaspillage éhonté d'énergies en tous les points d'une Europe à visée universelle.

* *
*
*

■3. Conférence devant le Centre Catholique des Intellectuels français, 24 janvier 1955. Cf. ESR pp. 687-701.

I / Critique de l'Europe étriquée

L'auteur de *L'Europe sans rivages* commence par s'adresser aux « militants de la petite Europe » qui la regardent comme « une terre à cultiver et à défendre » alors que d'autres, parmi lesquels se range François Perroux, « y voient une œuvre à accomplir ».

Opposition judicieuse : jusqu'à la chute du Mur de Berlin, la plupart des dirigeants européens et des militants européistes seront en proie aux fièvres obsidionales face à la menace d'une ruée des blindés soviétiques (invraisemblable à l'âge nucléaire) doublée du péril représenté par la *subversion communiste* à l'intérieur de chaque pays. L'Europe qui s'esquisse en 1954 est anticommuniste, intégrée par le biais de l'OTAN au dispositif américain et plus largement dans la politique des blocs. Ses artisans démocrates-chrétiens et social-démocrates se disent *fédéralistes* et se posent en constructeurs de *l'Europe supranationale*. Cette vision large est illusoire puisque ses promoteurs acceptent une Europe « réduite » qu'ils veulent rendre « compacte »... afin qu'elle se dresse de toute sa puissance pour résister à l'autre Europe – celle du Pacte de Varsovie et du Comecon⁴.

L'état de guerre froide, et lui seul, semble justifier cette confrontation géopolitique et cette rivalité économique. C'est là une autre illusion. François Perroux rappelle que tous les assemblages européens se sont opérés pour repousser d'autres coalitions d'Européens, sous la monarchie, sous l'Empire, avant 1914 comme avant 1939. Qu'il s'agisse de l'Europe napoléonienne ou de la Petite Entente, toutes ces Europes « organisent des rapports de force qui sont censés tenir en respect ceux des Européens que le parti de nations dominant tient le moins valable, le moins digne. Ces moments d'unité européenne impliquent une excommunication manifeste ou camouflée dont les puissances qui la lancent tirent de solides profits – jusqu'au jour où elles sont elles-mêmes excommuniées par l'hérétique d'hier ou d'avant-hier. Jamais l'Europe n'a fait bloc, jamais l'Europe ne s'est assigné un but mondial qu'elle pût poursuivre sans mauvaise conscience et dans l'unanimité. Les nations d'Europe, en ordre dispersé, ont investi le monde ; elles ont traité les hommes et les territoires étrangers comme dignes de la conquête spirituelle et (ou) de l'exploitation matérielle d'une grande nation, jamais comme un univers fraternel conçu par la pensée européenne et animé par elle. » (FP-ESR 22-23)

Quant aux luttes entre les coalitions européennes, les partisans de la petite Europe *intégrée* ont longtemps affirmé la nécessité d'un dépassement des nations, responsables selon eux des conflits européens – comme si les empires n'étaient pas essentiellement tournés vers le bellicisme conquérant. Ils ont aussi cru possible la réalisation d'une Europe sans frontières. Selon François Perroux, ce sympathique projet conduisait à se tromper deux fois :

■ 4. Le Conseil économique d'assistance mutuelle qui intègre les pays de l'Est dans le système soviétique a été créé en janvier 1949.

« D'abord, parce que l'abolition des frontières n'est pas l'essentiel ; le désarmement des pouvoirs hostiles, la coopération des centres de volontés politiques en conflit importent infiniment plus que les contours des territoires organisés, plus même que leur existence (...)

« Ensuite, parce que l'Europe oublie une partie d'elle-même, si elle ne regarde pas en direction des mers. Elle est aussi présente dans ses îles, sur les plus lointaines terres où le goût du large l'a conduite que sur le petit cap et ses arrière-pays (...).

« Défions-nous, oui, défions-nous des petites Europes confectionnées sur les atlas à couleurs plates, avec des bribes d'histoire déformée, sous la pression d'un désarroi passager. » (FP-ESR 34)

Sur ce plan, l'imaginaire géopolitique des européistes n'a pas bougé d'un pouce depuis les années cinquante : les Antilles, La Réunion, les domaines maritimes français et britanniques sont des réalités résolument ignorées par ceux qui s'indignent que, par suite de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, l'Europe puisse avoir *une frontière commune avec l'Irak* selon l'exemple constamment asséné.

Qu'elle soit française ou européenne, la théorie des frontières naturelles est l'effet d'un fantasme d'enracinement et d'une représentation racialisante de la nation – celle, barrésienne, de la terre et des morts si proche de l'idéologie national-socialiste. Perroux, qu'on classe dans la droite réactionnaire⁵, n'a que mépris pour ce nationalisme qu'on voudrait élargir en un *nationalisme européen* qui fut célébré par les néo-fascistes et les néo-nazis dans les années soixante. Pour lui, le barrésisme-maurrassisme est un leurre : « (...) » la cendre des morts n'est pas concentrée comme sous le sol d'un cimetière de village, elle est au fond des mers et sous le sable des déserts. » (FP-ESR 345). Au paganisme de l'enracinement, François Perroux oppose implicitement la conception juive et chrétienne de l'homme en marche sur les chemins du monde – sans marquer pour autant de complaisance envers les dissertations sur les « valeurs » européennes qui encombraient les tribunes des journaux il y a cinquante ans comme aujourd'hui.

Saluant « les essais méritoires et émouvants de définir l'esprit européen dans son passé et dans sa tradition » François Perroux notait combien il est « excellent de nous souvenir que l'Europe a été formée par la raison de la Grèce, l'ordre et le droit de Rome, l'amour chrétien. Il est salutaire à cette époque où la poussée totalitaire est menaçante autant que jamais, de comprendre que la modalité européenne de l'unité, que le type européen de l'équilibre admettent radicalement la diversité des cultures et des mœurs ». Et d'ajouter : « Craignons pourtant que ces vérités bienfaisantes, mais un peu usées, nous dispensent de formuler et de pratiquer, de redécouvrir

■5. On oublie qu'en France le groupe « La Fédération » (André Voisin) fut constitué après la Libération par des rescapés du maurrassisme et du vichysme qui continuaient sous les couleurs européistes le combat anticommuniste qu'ils avaient mené avant la guerre et l'Occupation.

chaque jour dans sa fraîcheur et sa rigueur le devoir européen. » (FP-ESR 399). Or le premier des devoirs européens est de concevoir l'avenir selon l'esprit de l'Europe, qui ne niche pas dans le respect des valeurs figées des catéchismes réducteurs, mais dans les ressources inépuisables d'une création continuée qui ne cesse d'enrichir, selon une dialectique complexe, les apports de Jérusalem, d'Athènes et de la Rome antique.

Il est intéressant de noter que les rédacteurs des discours sur la « civilisation occidentale » invoquaient des idées à vocation universelle à l'appui d'une conception restrictive et strictement défensive de l'Europe. Les dissertations sur les « valeurs européennes » témoignent de la même contradiction, attestée par la campagne déclenchée contre l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne par Valéry Giscard d'Estaing et les défenseurs autoproclamés du « club chrétien », parmi lesquels se comptent de nombreux nostalgiques de l'Europe des Six. Cette conception rétrograde est masquée par la métaphore inepte du « peloton de tête » formé par les pays ayant réalisé leur *intégration* – aussi problématique en 2004 qu'elle l'était cinquante ans plus tôt.

Étudiant les forces d'intégration et les types d'intégration, François Perroux observe que le mot est obscur : « L'acte d'intégrer rassemble des éléments pour en former un tout ou bien il augmente la cohésion d'un tout déjà existant » (FP-ESR 429). Nous ne sommes pas sortis de cette ambiguïté originelle, pas plus que nous ne sommes sortis des confusions relatives à l'*économie de marché*, ironiquement soulignées : « Le marché dont on parle communément, est un réseau d'échanges *raisonnablement* libres, soumis à un régime de concurrence *approximative*, établis entre des individus ou de petites unités qui jouissent d'une *certaine* autonomie. Nous accueillons ces indéterminations pour ne pas dessiner une notion du marché si rigoureuse et si belle qu'elle soit pleinement et définitivement inutilisable. » (FP-ESR 432)

Il n'est pas plus éclairant d'affirmer que l'on va construire une *Europe libérale* puisque l'idéologie libérale exclut toute délimitation géographique des échanges : « L'espace économique de tout libéralisme conscient de sa logique, c'est le monde entier. » (FP-ESR 29). Faute de s'appuyer sur une analyse des puissances économiques et des rapports de force, c'est l'Europe étriquée qui se trouve « contrainte d'adapter sa propre production et ses échanges à des structures mondialement bouleversées ». Et d'ajouter cet avertissement qui n'a pas été pris au sérieux et qui mettait en lumière les insignes faiblesses de la construction européenne alors projetée : l'Europe, écrivait François Perroux « ne peut plus se contenter d'appliquer la vieille recette de l'économie privée et mercantile, qui d'ailleurs n'a pas porté autrefois son fruit sans doses massives d'interventions publiques. Ce n'est pas

en répétant des demi-vérités sur le mécanisme régulateur du prix et sur les vertus de l'entreprise libre qu'elle a chance de soulever le rideau de fer et d'appeler à la vie les immenses régions où l'on meurt de faim. Ce n'est pas davantage en créant un grand marché européen, un centre d'investissement européen, des organes de contrôle du crédit et de la monnaie en Europe. » (FP-ESR 398-399)

Bien avant l'application dogmatique des thèses néo-libérales dans la Communauté Économique Européenne, François Perroux s'était livré à une critique décapante des recettes et des concepts qui sont aujourd'hui présentés comme autant d'acquis théoriques et pratiques. « De grâce, s'écriait-il, épargnons-nous le ridicule des cantiques entonnés en l'honneur du *grand marché* ! Le slogan du grand marché européen *suggère* des jugements indûment déduits d'un schéma statique : la meilleure ou moins mauvaise affectation des ressources économiques par les prix de concurrence. Il *suggère* aussi une exagération engendrée par des puissants dynamismes et pourtant réglée par les tendances à l'équilibre que l'on prête au marché libre ou approximativement libre. » (FP-ESR 436-437)

Après avoir souligné (ESR-437n) la différence posée par les néo-classiques entre la définition territoriale et la définition économique du Marché, François Perroux examinait les conditions mondiales du développement de l'Europe et mettait en garde contre les illusions de la logique concurrentielle : « La libération des forces des monopoles et des forces que tentent de leur opposer les États promet une situation que personne n'assimilerait sans légèreté aux forces économiques des marchés de concurrence approximative, où jouent encore les ressorts et les appareils de transmission décrits par le libéralisme ; les armistices successifs qu'admettent entre eux les monopoles, les États, ne peuvent être confondus avec la meilleure affectation des ressources économiques sous un régime de concurrence approximative. » (FP-ESR 436)

Pour le moins douteuse dans le domaine économique, l'intégration politique européenne se présente d'emblée sous les aspects du conflit entre les unionistes et les fédéralistes. Encore faut-il établir le type de fédération souhaité, car le fédéralisme de ségrégation (qui se réalise sous forme de déconcentration du pouvoir existant) s'oppose au fédéralisme d'agrégation, qui suppose des abandons de souveraineté étatique au profit de l'État fédéral – nécessairement autoritaire si le nouveau pouvoir veut se maintenir durablement. Bien entendu, les fédéralistes libertaires furent, d'un bout à l'autre de ce débat, les dindons de la farce jouée par Daniel Cohn-Bendit et Valéry Giscard d'Estaing – l'aristocrate ultra-libéral abusant sans peine le ludion anarchiste.

Après quarante ans de querelles, le débat s'est terminé selon l'un des deux termes de l'alternative envisagée par François Perroux : l'Europe étriquée avait le choix entre une expérience de nation agrandie et une expérience de dévalorisation des frontières : on a fini par reconnaître les identités nationales dans la lettre des traités et, par le slogan de la « fédération d'États-nations », on a tenté d'aboutir à une dévalorisation (d'ailleurs très relative) des frontières. On a cependant oublié que cet effacement partiel des frontières est le résultat tardif d'une ambiguïté consciemment exploitée : les fédéralistes européens ont à la fois célébré le « grand marché » et la protection du pourtour de la future fédération – ce qui s'est fait avec le Tarif Extérieur Commun et le système de la préférence communautaire⁶. Le grand marché est entré en vigueur le 1^{er} janvier 1993, à une époque où le système de protection de la CEE s'était réduit au fur et à mesure du désarmement tarifaire généralisé. Dès lors, l'Union européenne ne pouvait plus s'affirmer comme puissance économique ni préserver son économie de bien-être – selon le débat dont les termes étaient déjà posés en 1954 et qui s'achève aujourd'hui dans les proclamations dérisoires de ceux qui se sont privés des conditions politiques de l'« Europe-puissance » tout en récusant sans le dire la politique du bien-être.

La question de l'Europe n'a jamais cessé d'être celle du Pouvoir dans une certaine Europe : après avoir hésité pendant près d'un demi-siècle entre les formules fédérale et confédérale, l'Europe étriquée a choisi le laisser-faire sous l'égide d'une « gouvernance ». Ce qui confirme la pertinence de la mise en garde que François Perroux adressait aux théoriciens de l'europhisme : « Un pouvoir réel ne se forme pas parce qu'un pouvoir juridique se définit. La littérature sur l'unification de l'Europe réduite par la création d'une autorité politique assimile l'apparition du pouvoir juridique au pouvoir réel. » (FP-ESR 28). Le pouvoir réel est apparu sous la forme d'une oligarchie...

II / L'Europe, événement mondial

En 1950, François Perroux adjurait ses contemporains de ne pas devenir des « Européens bornés ». Ils le sont devenus, malgré l'élargissement encore très partiel de l'Union européenne. Ils le sont devenus sottement, car les jeux étaient déjà faits dans les années cinquante : après la seconde guerre mondiale, il fallait continuer à avoir une vision mondiale de l'avenir de l'Europe et de ses nations :

« Sur un point, l'histoire a déjà décidé : la partie ne se joue plus à l'échelle d'une Europe réduite, cantonnée, localisée, qui, sur une carte commence ici, finit là. Notre pensée européenne, universaliste par vocation, l'est aujourd'hui par nécessité ; notre politique européenne est mondiale ou elle n'est rien ; notre économie européenne est un organe puissant de l'économie du globe

■ 6. Cf. l'analyse de « l'économie externe du fédéralisme » pp. 625-635.

ou elle s'étirole ; le cadre de notre action est la planète, l'enjeu de notre lutte est l'espèce. (...) Toute doctrine, toute pratique qui étrécissent cet horizon sont finalement contradictoire et inefficace. » (FP-ESR 16)

D'où le choix d'une méthode d'analyse et de principes d'action qui ont été délibérément ignorés par les représentants de l'européisme éclairé : « Nous commençons l'Europe, ou pour mieux dire, nous continuons l'Europe en regardant bien au-delà de l'Europe. Nous comprenons l'Europe en consultant une carte du monde. Nous prenons le sens de l'Europe en faisant le tour du globe. » (FP-ESR 42)

Ce qui ne signifie pas qu'il faille se satisfaire des naïvetés d'un « mondialisme » superficiel dans sa générosité unanimiste et aveugle quant aux volontés de puissance que les aimables *citoyens du monde* sont incapables de maîtriser :

« Qu'elle est factice, même quand elle n'est pas hypocrite, l'affirmation de l'unité du monde ! Une action mondiale par son cadre, œcuménique dans sa visée, dissoudrait les impérialismes et les nationalismes, engendrerait une collaboration concrète des Grands pour des buts conformes au bien de l'humanité, à des fins qui ne soient ni celles d'une nation, ni celles d'une coalition de nations. Où voit-on poindre les preuves initiales ou la plus vague promesse de ce changement ? Ne prêtons donc pas plus d'importance qu'elles n'en méritent aux proclamations mondialistes que lancent les particularismes des nations et des blocs de nations. Elles valent autant que les protestations des classes privilégiées en faveur de la solidarité sociale et de la fraternité humaine. (...) Non ! décidément l'option mondiale n'a rien d'un lieu commun quand on la prend au sérieux : elle condamne la répétition quasi automatique de ces banalités précisément qui dispensent de la regarder en face ; elle interrompt les berceuses des divers répertoires. » (FP-ESR 17)

Quant aux termes qui tentent de qualifier la nature des relations économiques internationales, François Perroux se livre à d'éclairantes distinctions entre

- **l'internationalisation**, qui définit toute forme de coopération (commerciale, technique) entre des économies nationales ;

- **la mondialisation**, qui ne se définit pas par la formation d'une économie supranationale comme on le dit souvent : la mondialisation concerne l'organisation mondiale de l'économie (lieux de production, moyens de transports, sources d'énergie) et la constitution de systèmes de décisions économiques à l'échelle mondiale.

Affirmer que le développement de l'économie mondiale suppose une organisation et des décisions signifie que la mondialisation effective est à

l'opposé de la prétendue spontanéité du marché. Une économie mondialisée implique un plan mondial de développement.

Cette organisation mondiale qui s'est esquissée dans l'ONU (alors paralysée par la guerre froide) n'efface pas les patries ni ces nations que l'on disait *dépassées* en 1952 avant de proclamer ces dernières années notre entrée dans une hypothétique ère *post-nationale*.

Avant d'envisager la question du dépassement de la nation, François Perroux donne ses définitions, classiques et rigoureuses : pour lui, la patrie est la « participation au bien des pères » selon le sang et selon l'esprit – un esprit qui ne cesse de faire le tri dans les héritages du passé ; la nation est une organisation politique, exprimant un mode de sociabilité et un projet collectif ; l'État est constitué par les représentants de la nation qui exercent la « contrainte légitime » selon l'expression atténuée des conceptions, aussi célèbres que contestables, de Max Weber.

Chez François Perroux, ces définitions sont données dans la perspective de transformations constantes sous l'effet du mouvement de l'histoire. Ainsi, la patrie est appelée à se débarrasser de ses rituels meurtriers pour mieux faire valoir les principes métaphysiques auxquels elle est reliée : « Les valeurs de la patrie, pour le moderne, ne peuvent être confondues avec un grégarisme primitif. Elles sont des spécifications de valeurs telles que la liberté, la justice, l'amour qui sont le patrimoine commun de tout homme. Une Société humanisée des nations et de leurs États, serait propre à épurer la religion de la patrie. Le patriotisme qui tue et fait tuer pourrait être transformé en un patriotisme qui respecte et propage la vie. Le culte sacré que nous rendons à notre patrie n'y perdrait rien. Il peut et doit connaître les changements de rites imposés par l'histoire, qui lui permettent de garder intacte l'efficacité de son esprit. » (FP-ESR 346)

« Quant au lieu commun sur la *nation dépassée*, au sens d'une abolition et d'une absorption dans un ensemble plus large, il doit être révoqué selon l'idée d'une nation se dépassant elle-même – ce qui peut se faire dans la reprise d'un mouvement antérieur : « *Le dépassement de la nation sera, qu'on le veuille ou non, le dépassement de la nation conçue à la façon du jacobinisme français* » (FP-ESR 325) souligne Perroux qui définit le jacobinisme comme l'idéologie de la nation-parti, violemment réductrice de la nation-patrie qui est celle des capétiens comme il le suggère dans une allusion transparente : « s'il s'accomplissait, ce dépassement nous permettrait-il en abandonnant la nation jacobine, de *renouer* avec une tradition antécédente ? » (FP-ESR 325)

Bien entendu, François Perroux souligne la dévalorisation des frontières nationales dans le domaine économique, ce qui ne signifie pas que les na-

tions disparaissent ou perdent leur cohérence mais qu'elles sont au-delà de leurs propres frontières comme une Europe unifiée serait elle aussi au-delà de ses limites assignées. Mais cette dévalorisation est relative pour deux raisons au moins :

- les nations puissantes ne se limitent jamais à des compétitions strictement économiques : les luttes de puissance, pour lesquelles les facteurs militaires sont décisifs, sont primordiales dans les projets formés par les gouvernements

- les petites nations ont parfois une grande importance en raison de leur position géostratégique et ne sauraient par conséquent avoir de complexe : « Le vrai est que ce complexe de la petite nation en un pays quelconque n'a besoin d'aucune autre cure qu'une réflexion précise et de sang-froid. Politiquement et économiquement, une nation ne se laisse pas mesurer à un mètre simple, surtout pas d'après son espace territorial ou le contenu en hommes et en biens que l'on trouve à l'intérieur du contenant qu'est son territoire métropolitain. Son efficacité politique s'apprécie selon sa participation au réseau des forces mondiales et la valeur de position qu'elle a dans les espaces des stratégies militaires et économiques à l'échelle du monde. Son efficacité économique dépend, de même, de son insertion dans le réseau des échanges et des pouvoirs qui caractérisent l'économie mondiale. Sous ces deux rapports, la taille d'une nation n'est pas fixée une fois pour toutes ; elle varie suivant les constellations des forces environnantes. Et beaucoup de petites ou moyennes nations sont aptes à conquérir et à conserver non seulement une large autonomie, mais une influence certaine sur le déroulement des événements ; il n'est pas mauvais qu'elles s'en rendent compte et ne cèdent pas à l'illusion de se mesurer en surfaces plates, même corrigées par des statistiques de démographie et de géographie économique. » (FP-ESR 344)

Si l'idée d'un gouvernement du monde est devenue effective après 1945 grâce à l'institution de plusieurs organisations internationales, sans doute critiquables dans leur fonctionnement mais qui traduisent concrètement le souci d'universalité, les nations ne sont pas pour autant vouées à disparaître :

« Le caractère inévitable de ce Gouvernement est au fond bien moins en question que le choix des forces réelles qui doivent lui donner vie et la formation du pouvoir réel derrière ses façades. Le *principe* de la Société des Nations avait une universalité que l'institution ne posséda jamais, en droit, en fait, ni en esprit. Le *principe* de la Charte des Nations-Unies est universel en dépit des vices juridiques de l'institution et des ratés qu'on observe dans son fonctionnement. Les institutions de Bretton Woods sont universelles dans leur *principe*, malgré les timidités de leur statut, les maquignonnages de leur lancement, la sécession russe, les malencontreuses circonstances qui

ont imposé leur repliement et, jusqu'à un certain point, leur mise en sommeil. Les plans de développement des pays sous-développés portent des marques nationales, sont bloqués par le réarmement, mais évoquent un *principe* universel. Au sortir du conflit, ce qui a été imaginé et tenté, c'est une solution universelle de l'organisation du monde ; c'est une solution de même sorte qui reste le seul espoir à long terme des hommes et des nations.

« *On ne fait pas à la dévalorisation des frontières sa part.* Cette résolution dans les relations entre groupes humains exclut que les nations disparaissent au bénéfice de blocs quasi nationaux ou impériaux. » (FP-ESR 392)

III / Le processus d'eupéanisation

Il ne s'agit pas de « faire » l'Europe comme si la *construction européenne* était un pur projet tiré du néant par quelques bons génies démocrates nommés Robert Schuman, Alcide de Gasperi et Konrad Adenauer. Ceux-là ne construisent qu'un réduit dans laquelle la « vieille Europe » cherche à se protéger du monde :

« La vieille Europe, "éternelle insatisfaite" comme disait d'Athènes un de ses citoyens, peut encore tirer de cette insatisfaction tous les ressorts de sa renaissance. L'irréparable serait qu'elle dût se réfugier dans une image consolante d'elle-même, exclusive d'un nouveau départ. Certainement, le moment serait mal choisi. L'esprit vaste, puissant, inépuisable de la vieille Europe, ne sortira victorieux de l'apparente impasse, que par un profond travail : il reste fidèle au meilleur de lui-même en éliminant divers vices : le culte du slogan (y compris les slogans européens) ; les mauvais plis de l'esprit fanatisé ; les réactions d'un manichéisme qui, sur un ton de jugement dernier, sépare au gré des incidents d'une minute de l'histoire universelle les êtres humains en bons et mauvais ; la funeste dissociation des valeurs de culture et des valeurs d'efficacité ; parfois l'acceptation résignée ou fanfaronne de la décadence. (...) La vieille Europe ne sera pas une Europe vieillie tant qu'elle refusera d'être confondue avec une Europe intellectuellement ou géographiquement réduite. C'est à elle que le monde doit ses dimensions humaines et l'idée même de son unification. » (FP-ESR 23-24).

Il est attristant de constater que tous les travers idéologiques dénoncés par François Perroux continuent, cinquante ans plus tard, de fournir le contenu du discours eupéiste des milieux dirigeants. Cela ne tient pas à la bêtise des oligarchies, mais au fait que les Européens déclarés se sont trompés dans leur conception de l'Europe, conçue selon un double refus : celui des massacres de la deuxième guerre mondiale, et celui de l'autre camp de la guerre froide. Vision négative, pessimiste, qui méconnaît l'ancienneté, la cohérence et l'extraordinaire puissance du phénomène européen.

Depuis plus d'un millénaire, l'Europe a une existence historique définie dans sa nature et selon son projet : « Tout au long de son histoire, l'Europe se manifeste à nous comme un événement mondial » (FP-ESR 395). Cet événement résulte d'une rencontre inouïe : « *L'Europe est ce lieu du monde entre tous privilégié, où se sont rencontrés pour une alliance féconde et pour des déviations trop apparentes, la technique qui asservit le monde matériel et l'idéal de la société ouverte.* Les consciences humaines où cette confluence grandiose s'est faite en reçoivent une mission dont elles n'auront jamais fini de démêler les complexités et de surmonter les contradictions, d'apprécier les exigences sans limites. » (FP-ESR 399)

L'événement mondial, c'est l'irruption de l'esprit européen dans l'histoire du monde : « Une nation plus qu'un espace est une histoire et plus qu'une histoire, un esprit. On peut en dire autant de tout groupement territorial des hommes, de l'Europe aussi. » (FP-ESR 394). C'est cet esprit à l'œuvre dans l'histoire qui permet à l'Europe de se rassembler selon sa vocation à l'universalité.

C'est affirmer que l'être de l'Europe est dans le dépassement permanent d'elle-même, selon la logique qui résulte de la rencontre en un même lieu de l'efficacité technique et de l'idéal de la société ouverte. C'est la dynamique résultant de cette dialectique qui caractérise le projet européen : « La mission que l'Europe reçoit de son passé, le Projet qui exprime son plus bel avenir, consiste à *mettre les moyens de la puissance, qui transforment l'univers sensible, au service de la société ouverte où s'épanouit la communion des esprits.* » (FP-ESR 400)

Cette société ouverte est le contraire d'une collectivité construite, à la manière de Karl Schmidt, contre un ennemi. Par conséquent, la petite Europe qui tente de se constituer avec la CED selon les catégories de la guerre froide et qui continuera de le faire sous l'égide de l'OTAN (à l'exception de la France gaullienne) n'est pas une société ouverte – ou du moins elle ne s'ouvre qu'à l'Occident, sur le monde libre, au lieu de se tourner vers le monde à libérer :

« La société ouverte nie, tendanciellement, la catégorie de l'ennemi ; elle accepte la frontière qui aide à unir et refuse, en thèse, la frontière qui sépare ; elle se "porte en intention" aux "limites mêmes de l'humanité". Son principe, qui la situe à l'égard d'autres sociétés, qui établit ses relations à autrui, transforme aussi ses structures intérieures, les relations qu'elle établit ou favorise entre les personnes qui la composent. La société ouverte répudie les obstacles dressés contre les recherches de l'esprit et les barrières élevées entre les catégories ou classes d'hommes. Elle est inventive et fraternelle ; elle mise sur les capacités expansives de l'intelligence et de l'amour qui n'ont peur de rien ; elle est une patrie universelle. (...) La mission que l'Europe reçoit de son

passé, le projet qui soutient son avenir consistent à mettre les moyens de la puissance qui transforment l'univers matériel au service d'un idéal de société ouverte qui convertit le monde des esprits. » (FP-ESR 679)

Rétrospectivement, il s'est vérifié que la notion d'*Occident* utilisée à tort et à travers entre 1947 et 1991 ne fut jamais rien d'autre que la pièce d'un montage idéologique dans lequel le monde libre (qui incluait le Chili de Pinochet, la Grèce des colonels, les dictatures militaires d'Argentine et du Brésil) était censé contenir puis refouler le « marxisme oriental » - autre pièce du montage qui masquait la complexité soviétique, russe, balkanique...

C'est que ce François Perroux soulignait avec force, préparant en esprit une réunion du continent européen qui paraissait invraisemblable à la plupart des dirigeants de la petite Europe en gestation. Quant à l'Union soviétique, le futur auteur de *La Coexistence pacifique* évoque

« ...un peuple incontestablement européen, que les propagandes assimilent parfois en bloc à une masse asiatique, a pris au sérieux les besoins fondamentaux de chaque être humain, édifié dans le même mouvement son économie et son socialisme. Il utilise la technique européenne, très précisément la technique des États-Unis, c'est-à-dire d'une Nouvelle Europe. Ses délires, ses crimes sont européens : son matérialisme rationaliste a ses ancêtres et ses répondants en Europe, son nationalisme bureaucratique évoque à une échelle inusitée et avec une logique étroite et dure, des expériences que l'Europe a inaugurées. Cette nouvelle Europe est impérialiste comme le furent diverses Europes plus anciennes : elle veut répandre une orthodoxie sommaire sur le territoire de toutes les nations européennes et aux quatre coins du monde. » (FP-ESR 19). Et d'ajouter des lignes qui paraissent encore scandaleuses à ceux qui oublient que les soviétiques continuaient de s'inspirer des principes de justice et d'égalité : « Si inacceptables que soient les méthodes, le souci hautement affirmé de nourrir, de vêtir, de loger tout être humain, d'extirper du monde la misère, fût-ce dans une action frénétique, ne laisse pas tout à fait tranquilles les âmes des vieux ou des nouveaux Européens qui ne peuvent ou n'osent inscrire à leurs programmes un but aussi "simpliste" » (FP-ESR 20)

Il ne s'agit pas seulement d'anticiper la fin de l'affrontement entre l'Est et l'Ouest. Pour demeurer fidèle à elle-même, l'Europe doit être à nouveau européanisée par réunion des deux moitiés du continent. A cette première tâche, pas encore accomplie en ce début de siècle malgré la chute du Mur de Berlin, doit succéder un autre projet, d'une toute autre ampleur : l'Europe doit être européanisante, en un sens bien précis :

« Un peuple s'eupéanise quand il se vêt, se loge, se nourrit, se déplace comme font les Européens ; quand il apprend à parler la langue d'une puis-

sance européenne ; quand ses élites deviennent capables d'assimiler la science et les techniques des Européens. Mais la moins matérielle de ces conquêtes, celle de la science, est encore instrumentale ; à elle seule, elle ne peut engendrer l'accord des esprits sur des raisons de vivre et de vivre bien. C'est pourquoi l'eupéanisation ouvre une crise de conscience. L'eupéanisation transporte loin de ses lieux d'origine le conflit entre les valeurs de la tradition et les progrès dans la domination du monde sensible qui bouleverse les Europes historiques.

« Que la vieille Europe, que de nouvelles Europes entraînent par force l'Asie et l'Afrique dans une communauté tout extérieure de destin, que les entreprises et les batailles les plus puissantes prennent dans leurs remous les foules d'Asie et d'Afrique, ce n'est rien dans l'ordre des valeurs. Pour fonder leur droit à la survie et justifier leur rôle de guides, les Europes, vieilles et nouvelles, doivent s'eupéaniser elles-mêmes, pratiquer et formuler cet équilibre de la maîtrise du monde matériel et de l'idéal de la communauté fraternelle qui est une sagesse acceptable pour tous. Ce perfectionnement de l'Europe est une lente conquête.

« Être Européen, en ce sens difficile, ce n'est pas être né sous telle latitude, ressortir à tel cercle de culture, mais participer à la mission que l'Europe historique a contribué à définir et qu'elle a tant de fois manquée.

« L'Europe désigne moins un champ qu'une semence que nous devons faire germer, une tâche que nous devons accomplir ensemble.

« Pour l'Europe et pour le reste du monde, il n'est *qu'un* Grand dessein. »
(FP-ESR 405)

Ce mouvement d'eupéanisation s'observe par exemple en Amérique latine et en plusieurs parties du Commonwealth et ne saurait être confondu avec une entreprise coloniale ou néo-coloniale puisque la décolonisation s'inscrit dans la dialectique de l'eupéanisation :

« La révolte de l'homme de couleur était promise aux Européens à qui il n'était pas interdit de faire une bonne affaire et une bonne action, à condition que la seconde débordât de toute part la première et la fit en quelque sorte oublier. D'un autre biais encore, cette révolte vient d'Europe : elle utilise des techniques européennes, exploite des querelles européennes, invoque l'exemple européen de l'État national, retourne contre l'Europe le principe des nationalités qui servit autrefois à ébranler les anciens régimes, et qui mine aujourd'hui l'ancien régime de l'hégémonie européenne.

« Le tragique européen étirent la totalité du monde. La maladie du monde est un échec de l'Europe et le monde revenu à la santé, respectueux de l'homme, rétablissant l'échelle humaine des valeurs, déshonorant le meurtre, recon-

naissant que la vie est supérieure à l'enrichissement et à la puissance, ce monde capable enfin d'espérance et d'avenir, serait une Europe continuée, en voie de réussite et d'accomplissement. » (FP-ESR 21)

L'Europe sans rivages est cette Europe européanisante qui a le monde entier pour projet, selon une visée universelle à laquelle elle est depuis toujours identifiée.

Mais François Perroux prévient *in fine* qu'il y a deux manières pour l'Europe d'être sans rivages :

« Ou bien parce qu'elle est un centre autonome de décision et une zone de développement qui rayonne sur le monde.

« Ou bien, parce que sa destinée dépend de quelques centres de décision qui ne sont pas chez elle, et son développement de compétitions collectives où ses parties disjointes jouent le rôle d'alliés et peut-être d'instruments. » (FP-ESR 784)

C'est malheureusement la seconde voie qui a été choisie : c'est l'Europe qui est mondialisée, au lieu d'accomplir sa vocation civilisatrice dans le monde et pour l'organiser. Ses territoires sont des zones de manœuvres pour les transnationales américaines, les troupes de ses diverses nations continuent d'être employées parmi les contingents de supplétifs que Washington convoque pour ses opérations de grande envergure.

Pour que l'Europe retrouve ses capacités de décisions et les mette au service d'une stratégie de développement généralisé dans des sociétés ouvertes, il faudra plus qu'un nouveau traité entre les membres de l'Union européenne. Pour que l'Europe continue d'être un événement mondial, il faut que cet événement soit révolutionnaire.

Bertrand Renouvin

VULGO.NET à l'écoute de «Cité»

Depuis trois ans, la revue Internet VULGO.NET essaye de développer une réflexion critique sur le présent de la société européenne, de sa culture et de ses perspectives. Elle vise un esprit ouvert, résolument indépendant, soustrait aux ravages du conformisme politico-médiatique contemporain. Elle vise un esprit de dialogue authentique entre auteurs de différents pays et plus particulièrement entre les intellectuels des pays ex-communistes et leurs partenaires à l'Ouest.

Commencée comme un site tchèque, elle publie maintenant des pages en français, en italien, en espagnol et en allemand. Les mutations polonaise, slovaque, hongroise et lithuanienne sont en cours de préparation. Chaque mutation est sous la responsabilité d'une rédaction indépendante, avec la liberté de traduire et publier ce qui lui semble intéressant dans d'autres mutations. Certaines rédactions collaborent systématiquement avec des revues papier philosophiques ou d'autres sites sur Internet.

Sur les pages françaises, le lecteur de *Cité* et de *Royaliste* ne se sentira guère perdu, au contraire, il se rendra vite compte qu'elles représentent pour l'essentiel, sous une forme électronique, un choix des textes imprimés dans ces deux périodiques. Et il pourra s'apercevoir que ces textes sont souvent repris en traduction italienne ou tchèque, par exemple.

Près de 180 000 visiteurs en deux ans de fonctionnement, dont 120 000 lors de la dernière année font la preuve que nos efforts ne sont pas complètement inutiles. Le site tchèque est l'un des plus visités parmi les sites à contenu culturel. Notre aventure continue et je remercie vivement les amis de *Cité* et de *Royaliste* pour leur collaboration.

Martin Hybler

Apostasie au Tadjikistan

Farroukh Arabov

chercheur, ancien professeur d'histoire à l'Institut agricole de Douchanbe.

Oumar Arabov

étudiant en doctorat à l'EHESS, Paris ; le sujet de sa thèse porte sur les confréries soufies au Tadjikistan. Il travaille sur l'islam et ses relations avec les autres confessions dans le pays.

Le phénomène du prosélytisme chrétien est très récent au Tadjikistan, mais il est porteur de conséquences qui peuvent avoir une grande influence sur le cours de l'histoire du pays. Les auteurs du présent article analysent les facteurs de ce phénomène et tentent quelques projections sur ses conséquences dans l'avenir.

*

L'histoire en général, l'histoire des religions en particulier, est riche d'exemples d'évincement d'une religion par une autre. Mais ce processus suppose que les idéologues et les chefs de la nouvelle confession disposent, d'une part, d'une puissante ressource politique et économique et, d'autre part, d'un intervalle de temps suffisant pour sa réalisation. L'analyse rétrospective de la confrontation historique manifeste et latente de l'islam et du christianisme montre que c'est l'islam qui a le plus souvent triomphé. Quoique, à la différence de son « opposant » principal, l'islam n'ait eu recours à la force que rarement : l'attirance de sa doctrine, accompagnée de missions agressives, était prédominante. Cela est surtout apparent au XX^e siècle en Afrique, au Sud du Sahara, et dans le phénomène de l'islam « blanc » en Europe et en Russie. Le christianisme, pour sa part, ne peut se vanter que de victoires « honteuses » en Espagne et d'une modeste « christiniade » de Lavon. En Russie, comme d'ailleurs en Occident, l'idée de « l'orthodoxisation » des *bassourmans*¹ faisait partie intégrale de l'expansion russe à l'Est et au Sud, et son porte-voix idéologique. Elle a eu pour résultat une christianisation douteuse d'une partie des Tatars et des Ossètes, ce qui a retardé la guerre caucasienne avec Chamil² et coûté la vie à des centaines de milliers de soldats russes et des milliards de dollars en pertes financières. Le sage Alexandre II en a tiré les conclusions et, contrairement à ses prédécesseurs, il a exclu catégoriquement les buts missionnaires de ses campagnes d'Asie Centrale, se limitant aux victoires militaires et politiques. Le changement de tactique avec l'islam a porté ses fruits sous forme d'une cohabitation assez stable entre le Turkestan et la Russie, si on exclut la rébellion anti-russe d'Andijan sous la direction Madali Ichan en 1898.

■ 1. En russe du peuple, « bassourman » signifie musulman.

■ 2. Le chef légendaire de la résistance tchétchène au XIX^e siècle.

Tout au long de son existence, la Russie soviétique a choisi une stratégie unique à l'égard de toutes les confessions. En réalité, ces confessions se faisaient évincer par une nouvelle religion – l'athéisme communiste militant avec son dogme et son rituel. Ironiquement, sa base a été involontairement constituée d'éléments et attributs du culte chrétien orthodoxe. Les offices des morts « rouges », les meetings de deuil et les manifestations à l'occasion des fêtes communistes avec de nombreux portraits des leaders, qui ressemblaient beaucoup aux cérémonies religieuses, ont été imposés par la force.

Entre temps, le passage d'une religion à une autre était directement ou indirectement bloqué, le seul type de conversion permise étant celui d'une religion à l'athéisme. Tout cela était identique à la pratique qui existait aussi bien en islam que dans le christianisme orthodoxe. Le Conseil des Affaires Religieuses, rattaché au Conseil des Ministres de l'URSS, et ses divisions contrôlaient la situation sur place avec rigueur et n'hésitaient pas à réprimer, dans l'esprit du Saint Synode³ en Russie tsariste, sans faire de distinction entre les religions. Le seul critère était l'obéissance totale et la loyauté absolue envers la politique menée par l'État. Le relâchement de 1943 et la terreur de 1962 étaient appliqués à toutes et à tous. Les popes dans les églises, les rabbins dans les synagogues et les mollahs dans les mosquées suivaient de très près les instructions des autorités : il ne leur restait qu'à donner des conférences sur les thèmes athéistes... !

Un changement brusque dans les relations entre le pouvoir et la religion est apparu au milieu des années 80. La crise sévère du système a contraint les autorités, dans le cadre de la *perestroïka*, à puiser de nouvelles ressources dans les tréfonds de la renaissance de la conscience religieuse. Comme Staline en 1943, Gorbatchev en 1985 commence à faire des avances à la hiérarchie de l'Église orthodoxe. En même temps que des églises lui sont rendus et que la propagande athéiste faiblit, Moscou adopte des résolutions secrètes sur la lutte contre l'islam extrémiste, par lesquelles même des institutions islamiques assez loyales au pouvoir sont touchées. Sans doute, au fond de cette politique y avait-il des craintes réelles d'islamisation aussi bien de l'URSS que de son armée, en conséquence du boom démographique dans les républiques de l'Asie Centrale. C'est pourquoi, on a sorti du tiroir des politiques de la période tsariste une vaine tentative de surmonter la crise à l'aide des valeurs traditionnelles de l'orthodoxie. La construction de nouvelles églises et la libération de prison des dissidents orthodoxes en sont le témoignage. Tout cela en contraste complet avec la destruction massive des mosquées et la terreur contre les religieux musulmans. Le temps, néanmoins, était irrévocablement perdu et la ressource orthodoxe, qui aurait été parfaitement efficace dans les années 40, était désespérément inopérable au temps moderne des années 80-90. Paraphrasant Karl Marx, on pourrait constater : « Un fantôme

■ 3. L'autorité religieuse suprême.

erre en Russie, le fantôme de l'islamisme ». En évinçant l'islam des régions traditionnellement musulmanes, la Russie l'a payé au début sous forme de quelques soldats prisonniers en Afghanistan qui se convertirent à l'islam ; par la suite la conversion à l'islam fut à la mode dans le milieu bohème de l'intelligentsia russe. Même si, selon le proverbe, une hirondelle ne fait pas le printemps, la symptomatique était si préoccupante que l'apparition du film culte russe *Musulman* a suscité de vives réactions loin au-delà du milieu cinématographique. On pourrait citer plusieurs exemples de la pénétration intensive de l'islam dans l'espace de la vie de la Russie, et de la peur panique de la société vis-à-vis de cette attaque massive, mais le but de notre analyse est de montrer un phénomène inverse, à savoir, les succès paradoxaux du christianisme à un autre pôle de l'espace post-soviétique.

Se basant sur des fondements inébranlables du rejet catégorique de l'apostasie ou *irtad* (selon les quatre *mazhabs*⁴, la punition imminente étant la peine de mort du renégat), l'islam conservait une position ferme même dans des conditions de répression politique et spirituelle féroce. Le compromis forcé avec le pouvoir lui donnait la possibilité de survivre clandestinement et de fonctionner dans des couches de la vie sociale hors d'atteinte du pouvoir. Les enfants de plusieurs *ichans*⁵ et mollahs étudiaient, non pas dans des *madrasas*, mais dans les hautes écoles du parti communiste⁶ : « Jurer in verba magistri »⁷ publiquement en accomplissant en cachette les rituels musulmans. Il se peut même que pas un seul musulman n'ait franchi la porte d'une église. L'exception de baptêmes orthodoxes de musulmans comme condition de leur mariage avec une fille russe ne font que confirmer la règle. Il est d'autant plus étonnant de constater la montée du nombre des chrétiens fraîchement convertis au Tadjikistan post-soviétique.

Phénomène

Bien que la majorité de la population ne s'en rende pas compte, ce qui se passe aujourd'hui au Tadjikistan autour de la spiritualité ne peut être qualifié que de révolution. Il y a quelques années, le fait pour un tadjik de se convertir au christianisme aurait paru invraisemblable. Aujourd'hui, selon les chiffres officiels, au Tadjikistan il y aurait près de vingt mille convertis et quelques dizaines d'organisations religieuses de confession chrétienne - parmi celles-ci l'Église orthodoxe, l'Église catholique romaine, les Adventistes du Septième Jour, les protestants, les baptistes, etc..

Quant à l'Église orthodoxe russe, elle est très hostile à l'arrivée des églises « étrangères ». D'après le père Serge, elles sèment la discorde dans la société tadjike. « Que l'on veuille ou non, le Tadjikistan est terre d'islam depuis un millénaire. Ces nouvelles églises achètent les pauvres gens », a-t-il déclaré. L'Église russe aurait sans doute souhaité conserver le *statu quo* du

■4. École juridique en islam.

■5. Chef spirituel soufi.

■6. Équivalent de l'ENA français, en période soviétique.

■7. « Jurer par les paroles du maître ».

passé, où elle occupait la place de seule force chrétienne au Tadjikistan. Elle est en train de la perdre. L'église orthodoxe n'a pas le dynamisme « expansionniste » de ses rivales, sans parler de sa base financière. De plus, son problème n'est pas tant la conversion des Tadjiks, que le fait de voir les Russes adopter ces croyances. Dans l'église russe Russo-Nicole de Douchanbe au service de midi, il y a à peine quelques dizaines de vieillards.

Explication

Tous ceux à qui l'on demande les raisons de la conversion des Tadjiks expliquent le phénomène par les avantages matériels dont profitent les convertis. Il serait erroné de se limiter à cette explication. Sans doute, si les missionnaires occidentaux n'avaient pas une telle base financière, ils n'auraient pas eu un tel succès. En revanche, le seul fait de distribuer de l'aide humanitaire, sous toutes ses formes, n'aurait pas attiré tant de membres dans leurs rangs. Ce phénomène rappelle un constat en biologie : il n'y a pas de vie sans protéine, mais là où il n'y a que des protéines il n'y pas de vie non plus.

Dans un entretien, le ministre des Affaires Religieuses a affirmé que 60% de ces gens sont métisses, de parents Tadjik et Russe. Cela ne paraît pas étonnant car les enfants des couples mixtes sont moins « contrôlés » par la société traditionnelle. Chez eux, le sentiment d'appartenance et de « reconnaissance » sont déjà dilués. En outre, depuis l'indépendance, la société a connu une forte « *tadjikisation* » : la part de la population russophone a drastiquement diminué et la langue russe a perdu sa place privilégiée. Comme les métisses dans leur majorité sont russophones et parlent mal le tadjik, ils ne peuvent que se sentir un peu plus marginalisés.

Au Tadjikistan, 90% de la population est de confession musulmane et le nombre de pratiquants ne dépasse pas un dixième. Toutefois, pour les Tadjiks qui ne sont musulmans que de « nom » et qui n'ont que des notions très rudimentaires de l'islam, le fait de se convertir à une autre religion est quelque chose d'impensable. L'islam fait partie de la personnalité, de l'« ego », c'est le pivot de tout le réseau relationnel. En se convertissant, l'individu met en cause toutes ses relations avec ses proches, amis, voisins, ce qui équivaut à un suicide social dans la société traditionnelle tadjike. Enfin, l'islam est l'un des piliers de l'identité ethnique. La forte présence de la population russe à l'époque soviétique a créé ce sentiment : « Nous sommes des Tadjiks musulmans, eux ils sont des Russes non musulmans »

Le début de ce processus s'enracine à nos yeux dans l'époque dominée par l'athéisme, lors de la rupture des masses avec la tradition sacrale, s'exprimant par l'anéantissement de l'héritage intellectuel de l'islam, par l'élimina-

tion physique des gardiens et des transmetteurs autorisés de la tradition, par le remplacement de l'alphabet arabe par le cyrillique. Tout cela a inéluctablement érodé chez les Tadjiks le fondement de la foi, créant un vide intérieur et préparant le terrain pour l'apparition d'une autre flore spirituelle. En outre, tout au long du « siècle soviétique », la conscience et le subconscient des masses musulmanes étaient abreuvés par le flux d'une emblématique issue de la tradition chrétienne orthodoxe. Ce flux passait par la voie des massmédias, de la littérature, du cinéma et de la musique. Les communistes ont accompli l'une de leurs fonctions historiques : ils ont fait disparaître d'énormes couches de religiosité. C'est ce qui différencie d'ailleurs les Afghans des Tadjiks. On imagine mal comment les missionnaires auraient pu avoir le même succès en Afghanistan, bien que les Afghans soient beaucoup plus pauvres que les Tadjiks. En effet, ils n'avaient pas eu des décennies d'éducation athéiste.

Certes, vers la fin de la période soviétique on a pu assister à une « renaissance religieuse » : la population ne craignait plus de pratiquer les rites, des milliers de mosquées surgissaient, le marché de la littérature religieuse fleurissait. L'indépendance et la guerre civile ont pourtant inversé la donne. Bien qu'en apparence, la guerre civile ait eu une coloration religieuse, islamistes et démocrates contre les communistes, à la base du conflit se trouvaient des revendications régionalistes. L'islam a pourtant payé un prix fort : il fut chassé de la scène politique et son prestige dans la société est tombé au plus bas. Désormais l'islam est réduit à la simple pratique des rituels. Le clergé, qui a de nouveau peur du pouvoir, n'ose plus se hasarder sur le champ politique, ses activités sont muselées. Le retour d'exil du Parti Islamique de la Renaissance et son entrée au gouvernement de coalition en 1997 après les accords de paix n'y ont pratiquement rien changé.

Cependant, le plus effroyable pour les mollahs c'est la perte de confiance de la population envers le clergé musulman. Beaucoup de gens rendent l'islam responsable de la guerre fratricide. L'islam n'a pas unifié le peuple mais, au contraire, a semé la discorde. A l'époque soviétique, les religieux étaient non seulement gardiens de l'islam, mais encore gardiens de l'identité nationale. Or cette dernière fonction a perdu de sa valeur après le départ massif des Russes en 1992, d'autant plus que l'État s'est vite approprié cette mission.

Les religieux dans leur quasi-totalité ont un faible niveau d'éducation. A part la pratique des rituels de base, ils ne peuvent rien apporter à la population, qui a du mal à s'adapter aux réalités de l'époque d'après l'indépendance. N'ayant pas d'éducation théologique solide, ils sont incapables de concilier les dogmes de l'islam avec la pénible réalité. Les autorités, pour leur part, semblent trouver un intérêt dans « l'illettrisme » des mollahs : ainsi ils ne se mêleront pas de politique. En plus, les mollahs sont vus comme des arriérés, coupés du progrès⁸. En résultat, l'islam a laissé un vide spirituel, ses tentacu-

les sont coupés. Il est incapable de rivaliser avec les « nouveaux arrivants » sur le marché de la foi sur le plan théologique, sans parler du plan financier. On ne trouve pas dans le milieu religieux de courant d'autocritique : à de rares exceptions près, les mollahs ne reconnaissent pas l'existence d'une crise dans l'islam et tous affirment que les conversions se font à cause de l'argent. Aujourd'hui, l'islam au Tadjikistan est paralysé.

Parmi les facteurs d'attraction, on constate une corruption assez banale par la distribution systématique d'aide humanitaire au sein de la communauté religieuse. Mais cette corruption repose sur un solide fondement de dogmatique chrétienne, selon laquelle l'étendard mystique du Christ, qui a souffert pour les gens et a ensuite ressuscité, correspond de façon étonnante aux nouveaux adeptes, qui ont perdu leur statut social dans la nouvelle société. Dans la jungle du féodalisme-capitalisme sauvage, où sévit la terreur des usuriers musulmans, qui ont poussé à l'absurde la hausse des taux d'intérêts, l'entrée dans un couvent, où règne une atmosphère de désintéressement et de soutien fraternel évoque le paradis sur terre. Il faut noter, dans l'évolution future des communautés (comme l'établissait Weber), la tendance à intégrer et mettre en réseau différents agents de la coopération capitaliste, en octroyant des crédits, des technologies, en dispensant l'éducation et la formation. Les frères d'Occident seront parfaitement en mesure d'accorder des machines industrielles en *leasing* et des avantages commerciaux pour la distribution des produits de ces entreprises, ce qui sans doute servira d'appât pour les musulmans en déconfiture.

Le clergé musulman n'est absolument pas en mesure de riposter sur ce champ de bataille. Il ne fait qu'observer jalousement l'arrivée d'énormes fonds financiers visant à attirer les nouveaux fidèles⁸. D'ailleurs, les autorités, étant obligées de tolérer au moins les missionnaires chrétiens, sont, en revanche impitoyables avec les missionnaires musulmans. En règle générale, on ne les laisse pas entrer sur le territoire et si on les découvre, ils sont expulsés le lendemain. La puissance financière des missionnaires occidentaux est telle qu'elle produit des situations grotesques. Un policier a été vu distribuant aux conducteurs des invitations à la prière dans une église protestante. Une femme a participé à la célébration de Pâques dans l'église coréenne afin d'obtenir des œufs, qu'elle entendait utiliser dans un rituel musulman pour ses enfants.

Panem et circences – les gens veulent du pain et des jeux. Comme les offices religieux ont lieu le dimanche, les gens s'y pressent. L'absence d'argent, de divertissement, la solitude n'y sont pas pour rien. Depuis la chute de l'URSS, les gens se sentent abandonnés par le pouvoir. Après une longue période où tout était fourni à l'individu et où chacun de ses pas était contrôlé, l'État ne s'occupe pratiquement plus de ses tâches élémentaires : l'emploi, la santé, le social. Dans les églises on trouve, non seulement de la nourriture et

■8. A la question, pourquoi ramène-t-il ses enfants à l'église, un père de famille a répondu avec étonnement : « Dans quelle mosquée, vais-je apprendre à mes fils l'informatique ? ».

■9. L'islam ayant enduré la pression du totalitarisme communiste, semble perdre la partie face au mercantilisme.

des vêtements, mais aussi un soutien moral, le sentiment de faire partie d'une communauté qui assurera sa protection aux moments difficiles. La communauté chrétienne *Sonmin*¹⁰, par exemple, propose à ses fidèles les soins médicaux et les médicaments gratuits. Presque toutes les Églises offrent des cours d'anglais et d'informatique aux enfants des fidèles¹¹. Entre les nouveaux convertis s'instaurent des rapports de solidarité très forts. Plusieurs fidèles trouvent un travail grâce au réseau de leur Église. En ce sens, l'islam est en mauvaise posture : le contact avec un mollah s'accompagne toujours de dépenses. Si le Coran est vendu (souvent hors de prix), les exemplaires de la Bible sont distribués gratuitement et la qualité d'édition est incomparable, avec 99% de livres publiés dans le pays.

Dans les églises que j'ai visitées, les fidèles participent pleinement aux activités, ils se sentent impliqués dans quelque chose d'important. Aux services religieux, les gens prient et chantent jusqu'aux larmes et on ne peut pas douter de leur sincérité. D'autre part, l'exaltation excessive des nouveaux convertis peut provenir de l'insuffisance de leurs connaissances théologiques : *credo quia absurdum* – je crois parce que c'est absurde.

De la multitude des confessions chrétiennes, découlent des différences dans le fonctionnement et la pratique des services religieux. Par exemple, chez les baptistes américains on constate un mimétisme frappant de la culture nationale. Les prêches sont faites en langue tadjike par un prêcheur du pays ; dans l'église, il n'y a pas de chaises et tout le monde est assis par terre comme dans les maisons tadjikes traditionnelles. En revanche, dans l'église protestante coréenne, le service religieux est effectué en coréen et un traducteur traduit simultanément, tous les fidèles sont assis sur une chaise, les choristes sont habillés en uniforme à l'occidentale, autrement dit, on se sent loin de l'atmosphère de la tradition nationale.

En ce qui concerne le financement, les missionnaires font croire que l'église fonctionne grâce aux contributions des croyants (on collecte la dîme après chaque office) et admettent avec un certain malaise que l'essentiel de l'aide provient des organisations « humanitaires » et des « frères étrangers ». Certes, il est évident que la dîme représente une somme dérisoire et que, sans l'aide extérieure, ces communautés chrétiennes ne survivraient pas.

Le cas des baptistes américains est très intéressant. Le prêcheur tadjik m'a raconté qu'il ne gagne rien pour son activité dans l'église et qu'il travaille pour une organisation humanitaire « CADA ». Après enquête, on a pu établir que cette organisation, qui, en apparence, s'est installée pour dispenser au pays une aide au développement technique, n'est autre que l'organisme fondateur de cette Église. Dans sa recherche de nouveaux membres, cette Église a recours à des méthodes sophistiquées : les jours de la fête de Ramadan et

■10. Le chef de cette organisation au Tadjikistan se rend régulièrement, deux trois fois par mois, en Afghanistan. Pour l'instant leur intervention dans ce pays se limite à la construction d'écoles et d'hôpitaux, en préparant des activités « plus religieuses » par la suite. Cette approche très prudente est compréhensive : prêcher le christianisme en Afghanistan aujourd'hui est pour le moins une aventure dangereuse.

■11. Pour les raisons bien évidentes, les églises accordent une attention particulière aux enfants. Dans l'église protestante américaine, par exemple, la moitié des fidèles présents étaient des enfants. Chaque dimanche, avant la prière commune, ils viennent pour le cours d'évangélisme.

de Qurban, elle organise une sorte de « couscous populaire » et y invite les musulmans.

Il existe un autre niveau d'explication. Chaque système religieux produit sa spécialisation dans laquelle il trouvait et trouve la réalisation de ses valeurs de vie et ses orientations vers tel ou tel type de personnalité et de groupe social. Ainsi, de même que certains Européens au XVII^e siècle étaient nés « Américains », comme à la même époque certains Russes étaient nés « cosaques », il est parfaitement possible d'affirmer qu'aujourd'hui un certain nombre de Russes sont nés « musulmans » et certains Tadjiks sont nés « chrétiens », et que, sous certaines conditions, ils réalisent en quelque sorte leur « transsexualité confessionnelle ». Au prix de la pénibilité de l'opération et de l'adaptation post-opérationnelle. Il serait intéressant d'analyser les conditions dans lesquelles les Russes au XIX^e et XX^e siècles rentraient dans la secte « *Skopchestvo* » en subissant l'opération de castration. La question principale est celle-ci : est-ce que ce sont les raisons économiques - devenir « *Skopest* » et hériter de sa riche famille d'adoption - qui poussaient les gens à une telle démarche, ou y avait-il déjà à la base de cette décision, si monstrueuse soit-elle, une « asexualité » innée de ses adeptes ?

D'une certaine manière, la propagation des sectes religieuses, y compris celle des « *Skopets* » en Russie était l'une des voies détournée pour le développement du capitalisme. L'islam étant, au Tadjikistan, incapable de faire avancer la société, ces nouvelles formes de religions sont peut-être venues donner un élan à l'évolution de la société tadjike ? Il n'est pas exclu, qu'à l'avenir les nouveaux chrétiens tadjiks effectueront des tâches « sanitaires », par exemple celle de l'usufruit¹², nécessaire au développement du capitalisme. Enfin, le christianisme a résolu la question féminine : la femme est incluse dans le processus. En islam, elle reste dans une position passive. A part le fait de se rendre aux lieux saints¹³, la femme est dans une position très inférieure à celle de l'homme.

Conscients des conditions propices, les missionnaires essaient de s'implanter dans les prisons. Ainsi, l'organisation « Hope » (l'Espoir) accorde un soutien psychologique et matériel aux détenus de la prison de Douchanbe, non sans « coopération » de la direction pénitentiaire. Des « coins de prière » sont aménagés pour ses activités.

Selon les missionnaires, la progression de leurs activités en Asie Centrale est plus palpable au Tadjikistan. Certes, en Ouzbékistan le totalitarisme freine le processus de leur installation : l'absence de liberté de réunion, la terreur policière, la méfiance envers les étrangers. Enfin, le régime ouzbèk a peur d'irriter un peu plus le milieu religieux. D'autre part, le Tadjikistan est la seule république de la région qui ait connu une guerre civile. Cette guerre, en

■12. Il y aurait beaucoup de critiques à ce sujet ; étant donné l'ampleur de ce « business » et ses règles de conduite draconiennes, les usuriers tadjiks ne s'en sortent pas si mal, tout en se disant fervents musulmans.

■13. En Asie Centrale, les femmes ne vont pas à la mosquée.

détruisant la paix civile, a cassé la structure de la société, ce qui ne pouvait qu'accentuer la « désorientation » au niveau individuel. La guerre a, sans doute, contribué à la réussite des missionnaires.

Perspectives

Ivres de leur succès, les missionnaires occidentaux n'entendent pas se limiter aux victoires acquises. Ils forcent le processus sans se rendre compte de la situation explosive qu'ils créent. Dans leurs prêches, ils disent aux fidèles : « Notre mission est d'apporter la parole de Jésus aux Tadjiks, de leur montrer le bon chemin. Parlez à vos voisins, à vos proches, à vos amis. Tous ceux qui ne Te (Jésus) reconnaissent pas dans ce pays, iront en enfer. Qu'est-ce qui est plus cher pour vous, être sauvé ou être la cible de pression ou de dérision de ceux qui n'acceptent pas notre chrétienté aujourd'hui ? ».

A l'occasion des grands événements, les Églises ramènent les gens des régions rurales en louant des cars privés. Leurs représentants racontent qu'ils vont ouvrir de nouvelles églises dans les régions éloignées. Les flux financiers considérables de l'Occident, sa superpuissance typographique et ses cadres de soutien psychologique éprouvés par des siècles achèvent le processus, où l'esprit novateur surmonte les barrières et laisse les chemins frayés pour les suivants. Il semble que, pour connaître une croissance impétueuse, l'évangélisation manque encore de martyrs locaux mais, compte tenu de l'environnement de la nouvelle communauté chrétienne au Tadjikistan, ils ne tarderont pas à se faire entendre.

La législation sur les organisations religieuses leur étant favorable, les missionnaires, malgré quelques difficultés initiales avec les autorités, se sentent protégés par le pouvoir, tandis que la population reste neutre¹⁴ à leur égard. Ainsi, selon la loi sur les religions adoptée en 1994, pour ouvrir une maison de culte non musulman, il suffit de réunir un groupe de dix personnes, alors que pour faire fonctionner une mosquée du vendredi, il faut s'assurer la signature de 15.000 croyants. Devant une telle discrimination contre les musulmans, qui sont aujourd'hui 95% de la population, les mollahs et le Parti Islamique de la Renaissance commencent déjà à exprimer leur mécontentement. La législation soviétique, elle, était très défavorable aux missionnaires, car elle interdisait à toutes les confessions d'exercer la charité, éliminant ainsi la possibilité d'attirer les gens par le biais de la corruption.

■14. Aujourd'hui les Tadjiks n'ont pas de « réservoir de haine » (selon Weber) à l'égard des nouveaux convertis. Le syndrome « d'après guerre civile » a étouffé dans la population l'envie de s'exprimer sur les questions politiques.

Les perspectives futures de coexistence pacifique des chrétiens et des musulmans se montrent assez contradictoires. D'une part, le caractère laïque du Tadjikistan reste immuable et l'État continuera à suivre la tradition de la politique de force, plutôt à la turque qu'à l'iranienne. Par ailleurs, l'avancement de la réforme agraire supprimera l'un des derniers lambeaux de l'héritage

de l'époque soviétique : les kolkhozes. Avec le résultat que des dizaines de milliers de paysans se trouveront ruinés et, en se dirigeant vers les villes, provoqueront leur « favellisation ». Ces anciens paysans, qui vont peupler la périphérie urbaine, créeront un climat propice à l'émergence d'un Savonarole musulman, qui exploitera avec succès leur mécontentement contre les exploités-chrétiens vivant sur le dos du peuple travailleur. Il ne faut surtout pas oublier le parti islamique radical « Hizbut Tahrir ». Revendiquant le renversement des régimes laïques de l'Asie Centrale, ce parti à caractère clandestin mène depuis quelques années une propagande islamiste. Les officiels tadjiks admettent que « Hizbut Tahrir » cause de plus en plus de nuisance. Le nombre d'arrestations de ses membres ne cesse de croître. Il est plus que possible que ce parti récupère ce sentiment « anti-convertis » des bases populaires. Se pourrait-il que de ce processus naisse un courant de réforme au sein de l'islam tadjik ? Aujourd'hui les nouveaux convertis se comportent « humblement », sans affichage particulier de leur appartenance à la nouvelle confession, mais si la communauté chrétienne continue de grandir avec autant d'ampleur et si les convertis se mettent à revendiquer leur foi avec plus d'ardeur, on peut affirmer avec une quasi certitude que de sérieuses confrontations sont inévitables. Il est possible de prévoir l'envoi d'un corps expéditionnaire occidental pour défendre les frères chrétiens selon un scénario libanais, autrement dit.

Ou deviendront-ils une communauté minoritaire d'« intouchables », que les musulmans n'inviteront pas chez eux, et ils ne voudront pas marier leurs enfants avec les enfants des « impies » ? Il existe une catégorie de professions (laveurs de morts, fossoyeurs), qui occupe une place particulière dans la société tadjike. Par exemple, on ne leur serre pas la main, on ne mange pas avec eux autour de la même table, on ne se marie pas avec leurs enfants. De telle sorte que ces gens sont obligés de vivre en quasi autarcie, de se sociabiliser et de se marier entre eux.

A l'inverse, selon un meilleur déroulement des événements qui réfuterait la thèse de R. Kipling, la christianisation d'une partie des Tadjiks donnera peut-être des semences qui feront croître l'arbre de la tradition d'une spiritualité humaine commune, pour ainsi dire d'une nouvelle tradition œcuménique, implantant l'islam en Occident, le christianisme en Orient - comme prémisses de la convergence confessionnelle.

Farroukh Arabov & Oumar Arabov

Les auteurs voudraient remercier l'Ambassade d'Allemagne à Paris pour le soutien sans lequel le travail sur cet article n'aurait pas été possible. Ils sont également reconnaissants à l'Ambassade de France à Douchanbe pour sa contribution financière à la recherche sur le terrain au Tadjikistan.

L'ange noir

Criton des Alpes

a des automnes qui rendraient jaloux nos printemps : voyez l'âcricité - ses trois acortes *discipula* en sont-elles cause ? - avec laquelle il use de sa maïeutique pour hisser au grand jour les chattemitaines de ce *Monde* - à plus forte raison quand se mêle de les justifier un trop certain Béhachelle...

L'automne venu, des feuilles ont volé jusqu'en cet austère pensoir où se tient, dès l'aube aux doigts de rose, votre Criton, plus alpestre que jamais. Charriées par un zéphyr presque céleste, elles portaient des lettres noires sur fond blanc - ces feuilles échappées d'une revue... Rien là que de très banal, qui n'aurait pas dû distraire un Criton plus critonien que jamais. Mais l'œil perçant du penseur authentiquement pensant y discerna deux particularités qui arrêterent d'emblée le mouvement de l'esprit – aussi nettement qu'Emmanuel Kant interrompant sa quotidienne promenade à l'annonce de la Révolution française.

Les deux événements tenaient en ceci :

- Les feuilles échappées du contexte provenaient d'une revue parisienne, quintessence de ce qui se donne à penser à Saint Germain des Près.
- La signature n'était autre que celle, péremptoire et inspirée, de Bernard-Henri Lévy.

L'information livrée à tous les vents de l'histoire par celui que Criton nomme familièrement Béhachelle sonnait comme un communiqué militaire. Une zone libérée s'est créée en plein Paris. Ses hauts murs et ses portes de fer sont ceux d'un immeuble sis dans le cinquième arrondissement, rue Claude Bernard. Les défenseurs de la citadelle éditent chaque jour un journal comme on tire à la mitrailleuse lourde sur l'ennemi. En haillons, derrière la façade trouée par les obus, ils tiennent le coup avec le courage de ceux qui se savent portés par l'histoire.

Hélas, la censure est telle que le peuple de France ne sait toujours pas que le journal *Le Monde* a été libéré en mil neuf cent quatre vingt quinze – voici presque dix ans – par deux héroïques résistants nommés Plenel (Edwy) et Colombani (Jean-Marie).

Libéré de qui ou de quoi, ce *Monde* qui fut aussi enchaîné que le *Canard* de la grande guerre ? Mais de « l'Idéologie française », palsambleu ! Autrement dit du vichysme, donc du racisme et de l'antisémitisme...

Aux disciples rassemblés, Criton résuma le texte avec tant de hâte et de fièvre qu'ils crurent que leur bon maître était la proie de visions hallucinées – signes précurseurs de quelque Haut Mal.

Devinant le doute, l'alpêtre penseur fit tout à coup silence et tendit les feuilles imprimées à la plus fidèle d'entre toutes ses admiratrices. D'un seul souffle, la préférée lut la prose tombée de la plume même de Béhachelle :

Il se trouve que ce premier *Monde* dont on nous chante partout la louange sortait, pour partie, d'Uriage. Il se trouve que certains de ses fondateurs, à commencer par Beuve-Méry lui-même, avaient été formés, comme toute une série de cadres politiques et culturels de la France de l'immédiat après-guerre, par ce moule si particulier et dont on a trop longtemps sous-estimé l'importance dans la généalogie de la France moderne. Mais que *Le Monde* actuel, ce *Monde* dont on est en train d'instruire le procès et qui serait notamment coupable d'être infidèle à son héritage, soit un *Monde* qui a trempé dans « l'Idéologie française », qui en a même été l'un des laboratoires, et qui a fini par en sortir au terme d'un travail sur soi dont l'histoire reste à faire mais dont on sait, d'ores et déjà, ce qu'il doit à son actuelle direction, voilà qui me paraît assuré et voilà qui, à y bien penser, est peut-être son vrai crime aux yeux de ses procureurs d'aujourd'hui. (...) Le péché du trio Colombani-Minc-Plenel, leur crime le plus redoutable et le plus impardonnable est peut-être d'avoir, je le répète, créé une sorte de zone libérée dans la France de « l'Idéologie française ».¹

Avec le geste large d'un sultan désignant à ses convives un plat de loukoums à la rose, l'Alpin suprême invita ses disciples à déguster ce morceau de choix.

S'ensuivit un dialogue sans doute inférieur à ceux du divin Platon, mais véritablement digne des « nouveaux philosophes ».

Sophia : *Notre Béhachelle pratique la méthode digestive, à la manière du boa : il s'agit d'avaler d'un coup le pavé lancé sur les dirigeants du Monde par Pierre Péan et Philippe Cohen.*

Pervenche : *C'est l'évidence, chère Dorinde, mais de grâce, retiens au fond de ta gorge pure tes paroles ailées : qui cite les écrits publiés par Pierre P. et Philippe C. risque fort de se voir traîné par les gens d'armes aux pieds des magistrats de la cité, tonnant qu'on veut corrompre la jeunesse par propos diffamatoires.*

Celestina : *J'ajoute qu'il est difficile de prendre Béhachelle en défaut. Avant de tirer sa flèche, il ouvre son parapluie en déclarant que les gens du vieux Monde, celui d'Hubert Beuve-Méry et de Jacques Fauvet, n'étaient pas « prisonniers » du vichysme défini comme un « mixte de maurrassisme,*

■ 1. *La Règle du Jeu*, mai 2004. Sur Uriage, cf. l'ouvrage de Pierre Bitoun : *Les hommes d'Uriage*, La Découverte, 1988.

de péguysme, de proudhonisme, où tint l'essence du pétainisme » et que l'esprit d'Uriage (que fréquentèrent Beuve-Méry et tant d'autres futurs résistants), ne résume pas « l'identité politique du journal des années cinquante et soixante ».

Sophia : *Je n'ai jamais vu d'archer tenir un parapluie alors qu'il décoche son trait. Mais le toujours jeune Nouveau philosophe est sans doute capable de cet exploit.*

Roxane : *La flèche atteint le beuve-méryisme en plein cœur : de manière claire et distincte, Béhachelle écrit que le Monde fut alors le « laboratoire de l'Idéologie française ».*

Sophia : *La thèse est bouffonne. C'est le général de Gaulle lui-même qui demanda à Hubert Beuve-Méry de prendre la direction du Monde en 1944, à l'époque de ce que nous continuons à appeler la Libération. Comment peut-on effacer ainsi le débarquement de Provence, l'insurrection parisienne, l'entrée de la division Leclerc dans Paris, la continuité républicaine proclamée par le général de Gaulle ?*

Célestina : *La mise en cause de la Résistance n'est pas nouvelle. Elle a été esquissée par Béhachelle accablant Péguy, et poussée à l'extrême par son ami Daniel Schneidermann qui affirmait voici quelques années que « Vichy et la Résistance s'interpénètrent »². La dénonciation de l'idéologie française confond dans une même dénonciation le nationalisme français, les hommes de la collaboration et toutes les expressions, intellectuelles, militantes et combattantes, du patriotisme français. Les libérateurs du Monde, Edwy Plenel et Jean-Marie Colombani, pensent en gros la même chose.*

Roxane : *C'est bête à pleurer.*

Célestina : *Il faut prendre le parti d'en rire car toute analyse froide, colérique ou rageuse nous conduirait au tribunal. Voici les Résistants, voici les fils et filles de Résistants contraints de se taire. Qu'ils soient gaulistes, communistes ou royalistes, juifs, protestants, catholiques ou encore francs-maçons, ils ne comptent guère face à la révélation de la vérité vraie : le patriotisme est haïssable.*

Sophia : *Puisqu'il faut s'en tenir à la farce, je veux rappeler, amies très chères, que le libérateur Plenel se proclame disciple de Péguy ! Edwy le Terrible serait-il lui aussi un agent double ?*

Célestina : *Le libérateur Colombani n'est pas moins suspect. A l'occasion du 60^{ème} anniversaire de la fondation du Monde, ne voilà-t-il pas que son directeur se réclame urbi et orbi d'Hubert Beuve-Méry et reprend à son*

■2. Cf. B. La Richardais, « Le rejet de la souveraineté », *Cité* n° 34.

compte l'ensemble de l'héritage du quotidien fondé le 18 décembre 1944. Si l'on se fie à la logique béhachélienne, Jean-Marie Colombani serait donc l'héritier indirect d'Uriage et le conservateur en chef du « laboratoire de l'Idéologie française » tandis que son complice Plenel défendrait par des voies détournée la pensée de Charles Péguy. L'arc dont nous parlions me paraît être un fusil à tirer dans les coins.

Roxane : *Tout doux, mon amie ! C'est perdre son temps que de reprocher à Béhachelle ses théories funambulesques. Pour lui, le journaliste est un romancier, un conteur qui se tient aux lisières du songe et du mensonge. Pour lui, il n'y a plus de vérité, mais des rapports de force dans la guerre des mots et des images.*

Célestina : *Sartre aussi a raconté n'importe quoi, sans que cela nuise à son prestige.*

Pervenche : *Justement ! BHL se réclame de Jean-Paul, dont il se fit le biographe. Sartre sur lequel, ô divin maître, tu t'es interrogé...*

Criton : *Certes.*

Pervenche : *Tu rappelais³, homme de longue mémoire, que Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir vidaient des coupes de champagne avec des officiers SS pour fêter le triomphe de Huis Clos.*

Criton : *Le fait est attesté.*

Pervenche : *Tu faisais remarquer à tes innombrables lecteurs que ni Jean-Paul ni Simone ne figurent dans les archives de la Résistance mais qu'ils n'en furent pas moins considérés comme des héros après la fin des combats libérateurs.*

Criton : *Ceux qui proclamèrent leur mépris, comme Jankélévitch, en furent pour leurs frais.*

Pervenche : *Ne faudrait-il pas se demander si l'Épuration n'a pas manqué quelques cibles ?*

Criton : *Point de chasse aux sorcières, disciple très aimée !*

Pervenche : *J'exècre la police de la pensée mais je plaide pour l'histoire. Grâce au sacrifice de milliers de communistes, la gauche est sortie intacte de la période noire. Or il est établi que les anciens dreyfusards furent nombreux à Vichy et dans les officines de la Collaboration⁴.*

Célestina : *Cette thèse est réputée réactionnaire. Prends garde, douce et docte amie !*

Pervenche : *Je me place sous le bouclier de Minerve et tient prêt mon*

■3. Criton des Alpes, « Au bon leurre ; note conjointe sur Monsieur Sartre », *Cité*, n° 40

■4. Cf. Simon Epstein, *Les dreyfusards sous l'Occupation*, Albin Michel, 2001..

javelot. Mais avec le recul du temps, n'était-il pas resté, dans la France délivrée des Occupants et des traîtres, une zone non-libérée qui n'était pas tout entière tenue par les rescapés de la Collaboration – tels Louis-Ferdinand Céline et Lucien Rebatet ?

Criton : *Si fait. La piste a été explorée, il te suffit, ô délicieuse, de marcher sur les brisées d'un excellent historien qui n'a rien d'un grand inquisiteur.*

Pervenche : *Tu veux parler d'Ivan Jablonka ?*

Criton : *Oui, princesse de mes nuits de labeur.*

Sophia : *Que dit l'audacieux ?*

Célestina : *Notre savant sociologue s'est penché⁵ sur les écrits connus et méconnus de Jean Genet, dont le génie littéraire fut révélé par Jean-Paul Sartre. On y découvre que l'ange noir de la gauche bourgeoise donnait dans le kitsch médiéval de manière typiquement réactionnaire et surtout qu'il admirait Hitler et les hitlériens .*

Roxane : *Amitiés particulières ?*

Célestina : *Sans aucun doute, mais d'abord fascination pour le Mal. Que la Hitlerjugend fût composée de pâles voyous et de souteneurs réjouissait fort Jean Genêt. Et le futur « saint » que célèbre la gauche parisienne se pâmait devant Hitler « qui resplendit comme un Apollon », les pilotes de Stuka qui rient en lançant leurs bombes, « l'admirable solitude des Mili-ciens » et la Gestapo française qui avait à ses yeux le mérite d'être « hors du monde (...) dans une solitude increvable ».*

Roxane : *Cela suffit !*

Célestina : *Ces citations sont terrifiantes. Elles montrent la fascination de Genêt pour le nazisme, mais à la différence de Brasillach, de Rebatet, de Drieu La Rochelle, ce n'était pas un hitlérien actif. Il aimait les nazis parce qu'ils étaient l'incarnation du Mal, parce que toute leur volonté était tendue vers le Crime absolu, dont la beauté atteindrait le sublime. Radicale inversion des valeurs !*

Sophia : *Et Sartre couvre tout cela ?*

Pervenche : *Il découvre Genêt (après quelques autres), il couvre Genêt de son autorité de maître-penseur de la gauche en lui consacrant un gros ouvrage, il le recouvre d'une auréole d'enfant humilié, de voleur magnifique, de prolétaire admirable, de poète martyrisé. Sartre n'est ni un nazi, ni un fasciste, ni un réactionnaire : il est tout simplement séduit par la subversion littéraire accomplie sous ses yeux par un petit délinquant hors du*

■5. Ivan Jablonka. *Les vérités inavouables de Jean Genet*, Seuil, 2004.

commun – lui qui n’a rien risqué pendant la guerre. Il sait que Genêt est antisémite, raciste et réactionnaire. Mais le grand épurateur des lettres française excuse le petit taulard et gomme ses excès de plume parce qu’il est une Victime ; à la suite de Jean-Paul, intellectuels de seconde zone et pluminatifs glorifieront l’auteur des Paravents.

Célestina : Sartre, faux résistant. Genêt, esthète nazifiant. Heidegger, qui ne renia jamais « la vérité interne et la grandeur du national-socialisme » : au lendemain de la Libération et pendant la guerre froide, la gauche française n’a vraiment pas été clairvoyante dans ses choix... Décidément, l’histoire intellectuelle du XX^e siècle est à refaire.

Criton des Alpes : Voilà qui me sied.

Cantor et le transfini

Olivier Bruneau

chercheur à l'université de
Nantes en épistémologie, his-
toire des sciences et des tech-
niques

Il peut paraître étonnant, dans une revue telle que *Cité*, qu'une recension soit faite d'un ouvrage de philosophie des mathématiques, surtout lorsqu'il traite d'un concept qui est loin d'être facile à appréhender. Dès le titre¹, un mot barbare apparaît : transfini. Philippe Lauria qui collabore régulièrement à notre revue, dans son ouvrage, ne propose ni de donner une histoire du transfini, ni une biographie de Cantor (1845-1918) le concepteur des transfinis, mais de montrer en quoi ce type de concept mathématique est pertinent dans le champ philosophique et peut avoir sa propre utilité pour expliquer ou donner sens à certaines notions philosophiques telle que la réflexivité. Essayons tout d'abord de répondre à cette question : qu'est-ce que le transfini, ou plus précisément qu'est-ce qu'un nombre transfini ?

Il est très simple de compter le nombre d'éléments dans un ensemble fini. Un des moyens de le faire est de les énumérer, cela peut être long mais toujours possible. En revanche, si l'ensemble est infini, c'est-à-dire ayant un nombre infini d'éléments, cela devient impossible. Le nombre d'éléments d'un ensemble est appelé le *cardinal* de cet ensemble. Pour un ensemble ayant une infinité de termes, le cardinal est infini et on ne peut pas en dire davantage. De plus, dans un ensemble fini d'éléments, il est aisé de donner un ordre à ces éléments et ainsi de comparer entre-eux deux éléments de cet ensemble et savoir lequel apparaît en premier. Cela est l'*ordinalité* d'un ensemble. On s'aperçoit facilement que, lorsqu'on travaille avec des ensembles ayant une infinité de termes, il est très difficile de comparer ces ensembles entre-eux. Savoir si un ensemble infini contient plus d'éléments qu'un autre ensemble infini est impossible si l'on se sert simplement de la notion d'infini mathématique. Cette dernière est une quantité variable plus grande que toute quantité finie (cas de l'infiniment grand). L'un des apports de Cantor en mathématique est d'ouvrir une brèche dans ce concept d'infini et ainsi de donner la possibilité de « classer » cet infini.

■ 1. Lauria, Philippe, *Cantor et le transfini, Mathématique et ontologie*, L'Harmattan, Paris, 2004

Les nombres transfinis sont des quantités infinies construites grâce à des principes d'engendrement. Avant d'aborder ces trois principes, il est important de signaler que Cantor part de l'ensemble des entiers naturels,

c'est-à-dire 0, 1, 2, 3, Cet ensemble, étant illimité, ne contient pas de plus grand élément. Cantor pose comme point de départ que le premier terme infini (il n'appartient pas à l'ensemble des entiers naturels car cet ensemble n'admet pas de plus grand élément) qui dépasse tous les entiers naturels est appelé premier nombre transfini, noté ω . Il a ainsi créé le premier transfini. Maintenant, en utilisant ces différents principes, il va donner tous les autres.

Le premier de ces principes est le *principe d'adjonction*. Ce principe consiste à « ajouter » une unité à une autre unité, puis à reprendre le procédé autant de fois qu'il faut. Ainsi, 2 est l'adjonction de 1 à 1, 3 est l'adjonction de 1 à 2, c'est-à-dire $2 + 1$, et ainsi de suite. À partir de ce principe, on peut énumérer l'ensemble des entiers naturels, 1, 2, 3, ..., n, ... Avec le premier transfini, ω , il donne la suite $\omega, \omega + 1, \omega + 2, \omega + 3, \dots, \omega + \nu, \dots$

Le second principe est appelé par Cantor lui-même, le *passage à la limite*, « le véritable principe constitutifs des transfinis ». C'est avec ce même principe que nous sommes passés des entiers naturels à ω . En considérant la suite $\omega + 1, \omega + 2, \omega + 3, \dots, \omega + \nu, \dots, n$ et en passant à la limite, c'est-à-dire en faisant tendre ν vers ω , on crée un nouveau transfini, ou plus simplement $\omega..2$.

Avec ces deux principes, on peut construire d'autres nombres transfinis.

À partir de $\omega..2$, on peut construire, par adjonction :

$\omega..2 + 1, \omega..2 + 2, \omega..2 + 3, \dots, \omega..2 + \nu, \dots$, puis, en passant à la limite :

$\omega..2 + \omega = \omega..3$.

Par suite, il construit $\omega.. \nu + 1, \omega.. \nu + 2, \omega.. \nu + 3, \dots, \omega.. \nu + \nu, \dots$, qui tend vers $\omega..(\nu + 1)$.

En opérant autant de fois qu'il faut, c'est-à-dire ω -fois, on arrive à $\omega.\omega = \omega^2$. Rien ne nous empêche, à partir de ce nombre, d'utiliser les mêmes procédures et d'arriver à ω^3 , puis, en opérant suffisamment de fois à ω^ν .

Avec ces deux principes, on peut construire une infinité de nombres que l'on appelle ordinaux car il donne l'ordre dans lequel ils apparaissent dans cet ensemble par leur construction même. Cantor introduit un troisième principe dit *principe d'arrêt* qui permet de passer d'une classe de nombre transfinis à une autre classe. L'ensemble des nombres entiers sont désignés par Cantor comme appartenant à la première classe, les ordinaux transfinis donnés plus haut sont de classe II. Pour passer des ordinaux de classe II à ceux de classe III, il faut dans la suite des ordinaux, $\omega, \omega^2, \dots, \omega^\nu, \dots$ faire tendre ν vers ω et ainsi créer un nouveau type d'ordinal, ω^ω . Puis, avec ces trois principes, on peut engendrer la totalité des ordinaux transfinis.

Maintenant, intéressons-nous à la cardinalité qui doit être séparée de l'ordinalité pour les transfinis. Pour aller vite, disons simplement l'ensemble des nombres entiers naturels, 0, 1, 2, 3, qui contient une infinité de termes, a comme cardinal, le plus petit des cardinaux transfinis. Ainsi, par des méthodes bien précises, on pourra dire si un ensemble infini admet le même cardinal qu'un autre. Ce qu'il faut retenir, c'est qu'il y a deux façons d'obtenir des renseignements sur un ensemble, l'ordinalité et la cardinalité, deux notions communes dans le cas des ensembles finis, mais qui doivent être séparées dans le cas des ensembles infinis.

Une petite mise en garde est nécessaire pour un potentiel lecteur de ce livre. Si son objet est de nature philosophique, à la fois par les questions auxquelles il tente de répondre et par la façon de répondre à ces mêmes questions, il demande aux lecteurs qui ne sont pas familiers des mathématiques et de ses fondements, une certaine concentration et une dose d'effort qui peuvent décourager les moins téméraires.

L'auteur dans la première partie de son ouvrage, donne les différentes étapes de construction et de formation des transfinis, base chez Cantor de ses *Fondements d'une théorie générale des ensembles* qui est, d'après Cantor, *une recherche mathématico-philosophique sur la théorie de l'infini*. Philippe Lauria décrit les transfinis avec clarté et nous donne en plus les nuances nécessaires que nous n'avons pas pu introduire ici. Il insiste sur les différentes contradictions qui sont apparues dans la construction même des transfinis et qui ont ainsi rendu pour les contemporains de Cantor la compréhension des transfinis difficile voire impossible. Puis, il rend compte des nombreuses critiques des mathématiciens et des philosophes à propos des ces antinomies. L'auteur partage ces critiques en deux catégories. Dans la première, qu'il appelle mathématique et dialectique, se trouve les questionnements d'ordre technique et logique qui restent dans le champ des mathématiques. Le seconde, dont le titre est « substance et connaissance », regroupe l'ensemble des interrogations sur la portée philosophique, métaphysique voire spirituelle de ce type de nombres. L'interprétation du platonisme et du criticisme kantien par Cantor y est décrite et nuancée avec finesse par l'auteur, ceci nous permet d'appréhender un peu mieux la volonté de Cantor de donner à son travail une portée qui dépasse largement le strict champ mathématique. De fait, l'ouvrage se termine par l'intérêt que l'on peut porter à ces nombres à la fois dans d'autres domaines des mathématiques et en dehors du corpus mathématique. Philippe Lauria nous offre ainsi quelques exemples avec un souci d'exactitude qui nous permet d'apercevoir les limites dans l'utilisation même de ces nombres. À travers ce livre, Lauria montre que outre « l'existence d'ambiguïtés qui paraissent invalider l'utilisation des transfinis, [il y a] une réelle perspicacité philosophique, même si la métaphysique de Cantor ne

paraît pas achevée. » Ainsi, d'après l'auteur, « le transfini est la représentation d'une réalité singulière, celle du rapport de la puissance à l'acte. »

Cet ouvrage est donc le reflet d'un travail et d'une réflexion poussés dans lequel le lecteur de bonne volonté saura trouver des lumières sur un champ du savoir qui semble être réservé, à tort, à quelques spécialistes.

Olivier Bruneau

La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?

Alain Solari

critique d'art et littérature dans
plusieurs revues ; observateur
des questions politique et so-
ciale.

Dans un livre concis, percutant et salutaire, au titre iconoclaste - *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?* - Philippe Arondel analyse les causes du développement de la pauvreté dans notre société. Il s'attaque aux tabous de l'idéologie dominante et démonte les mécanismes d'un libéralisme dévastateur. A lire d'urgence.

*

Philippe Arondel a commis un excellent « petit » livre au titre impertinent : *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme*¹. En un peu plus de 100 pages, sur un ton alerte qui ne dédaigne pas une saine polémique, il « détricote les raisonnements » de l'idéologie dominante et la ramène avec bon sens à ce qu'elle est en réalité... et à ses conséquences sociales désastreuses. Dès l'introduction, l'auteur pose sans fioriture, en termes clairs et politiques, le problème de fond : « la République de ce siècle commençant semble n'avoir d'autre ambition que d'accompagner... des mutations socio-économiques jugées inévitables ». Pour Philippe Arondel, « la pauvreté... est une pierre dans le jardin de tous ceux qui sacrifient sans état d'âme aux orthodoxies dominantes ». Dans « le petit monde des évangélistes du marché », il inclut aussi bien les sociaux-démocrates, tendance blairiste, que les conservateurs.

Philippe Arondel rappelle succinctement quelques vérités douloureuses. Si le modèle de protection sociale français n'a pas encore volé en éclats, il n'en demeure pas moins qu'environ 2 millions de nos concitoyens vivent grâce au RMI et que 6 millions d'entre eux dépendent des minima sociaux. La France est « une nation qui réapprend l'insécurité sociale » à travers la précarité de l'emploi. En 10 ans, l'intérim a augmenté de plus de 160 %, et les recours aux CDD ont triplé, sans parler du temps partiel imposé. Nous assistons à « une sorte de coup d'État permanent » contre les mécanismes juridiques de protection sociale issus de l'après-guerre. A travers ce que Philippe Arondel dénonce comme un véritable basculement idéologique, on ne recon-

■ 1. Philippe Arondel, *La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?*, 125 pages, Collection Ulysse, Éditions Belin.

naît plus désormais qu'une « dignité humaine » abstraite (ça ne mange pas de pain, si l'on ose dire) que pour mieux vider de sa substance la notion de citoyen d'une démocratie solidaire, pourvu de droits réels et concrets qui permettraient au dit citoyen d'obtenir son pain dans la dignité. Dès lors, il ne s'agit plus pour l'État de « tenir tête à l'impérialisme du marché », mais bien plutôt d'en accompagner plus ou moins socialement les manifestations erratiques. Or, nous dit Philippe Arondel, « le marché, contrairement à ce qu'une certaine vulgate libérale voudrait nous faire accroire, est d'abord... une construction politique destinée à asseoir, au nom d'une rationalité marchande jugée indépassable, la domination des grands intérêts ». On le voit, l'auteur a le sens de la formule qui fait mouche et de la définition rigoureuse.

Ainsi placée sur une pente qui risque de lui être fatale, la France peut-elle entrevoir son salut du côté de l'Europe ? Hélas, l'auteur constate qu'avec le tournant historique des années 80, l'Union européenne opère un « aggiornamento idéologique spectaculaire » (cf. le *Livre Blanc* de la Commission sur la « croissance, la compétitivité et l'emploi ») visant à la mise aux normes libérales du Vieux continent. Le sommet de Lisbonne, en mars 2000, constitue « le ralliement de l'Union européenne à un modèle de société anglo-saxon où l'employabilité et l'adaptabilité... sont au cœur d'un projet de déconstruction sociale sans précédent ». Philippe Arondel remonte aux sources. Il relève que, dans l'une de ses recommandations concernant les « grandes orientations des politiques économiques » (GOPE), la Commission européenne se laissait aller à un triomphalisme qu'il faut citer, tant il laisse pantois : « celles-ci (les GOPE) incluent des mesures destinées à réduire le coût et/ou améliorer l'adaptabilité de la main d'œuvre, le maintien de la modération salariale, une plus grande flexibilité des salaires réels et des baisses de cotisations de sécurité sociale et d'impôts. En outre, les marchés sont en général devenus plus flexibles, ce dont atteste la contribution importante du développement de l'emploi à temps partiel et de l'emploi temporaire à la création globale d'emplois ». Si ce n'est pas un aveu...

A lire Philippe Arondel, on en vient à se demander si les politiques ont « craqué » devant le pilonnage idéologique des néo-libéraux ou si, conservateurs et sociaux-démocrates confondus, ils en sont les complices et les exécuteurs des basses œuvres. « Le patronat se fixe désormais pour objectif de faire de l'entreprise le modèle d'une société nouvelle où le contrat l'emporterait sur la loi ». Et l'on se dit que, finalement, avec le double mouvement de dérégulation sociale d'une part, et de priorité au contrat d'autre part (cf. la perspective du « contrat de projet », super CDD) on en revient au point de départ : la loi Le Chapelier ! Comme si l'histoire ne nous avait pas appris que, dans un contrat soi-disant « librement consenti », il y a un fort et un faible. Lequel des deux l'État doit-il protéger ?

LA PAUVRETÉ EST-ELLE SOLUBLE DANS LE LIBÉRALISME ?

Face à l'autisme des classes politiques et patronales dirigeantes, le livre de Philippe Arondel est presque réjouissant, parce qu'il lève sans tabou le voile sur l'idéologie libérale et ses mécanismes, qui piègent l'économie et la société française. Il a de plus le mérite, avec une écriture claire et élégante, de rendre les phénomènes limpides, même pour les moins réceptifs aux problèmes économiques. Le jugement de l'auteur est sévère, mais il exclut tout excès. Ses démonstrations sont rigoureuses, appuyées sur les sources les plus sûres et des faits précis.

Dans son dernier chapitre, Philippe Arondel conclut : « Ce n'est certainement pas en cédant aux sirènes des partisans du tout marché que l'on pourra espérer endiguer la course au moins-disant social, cette descente aux enfers qui n'ose dire son nom... si l'on souhaite que les nouvelles pauvretés ne fassent pas le lit des extrémistes identitaires et des nostalgies impuissantes ». En ces temps de débat sur la future « constitution » européenne, il faut lire son livre de toute urgence.

Alain Solari

Sommaire des anciens numéros

La plupart sont encore disponibles au prix de 7 €

- Numéro 1 (épuisé) - Quelle défense nationale ?
- Numéro 2 - L'épreuve du terrorisme - Le dialogue social (Emmanuel Mousset) - Libéralisme : le vent d'Amérique (Alain Solari) - La psychiatrie en question (1) (Julien Betbéze) - Littérature (Philippe Barthelet) - Les lectures talmudiques d'Emmanuel Levinas (Ghislain Sartoris) - Fausses promesses de Monsieur Garaudy (Alain Flamand).
- Numéro 3 - La psychiatrie en question (2) (Julien Betbéze) - Les hommes du pouvoir (Emmanuel Mousset) - Libéralisme à l'américaine (Alain Solari) - Quelle politique industrielle ? (entretien avec Jean-Michel Quatrepoint) - Défense : nouvelles données (entretien avec le général Pierre Gallois) - Hugo von Hofmannsthal (Philippe Barthelet) - « Finnegans Wake » de James Joyce (Ghislain Sartoris).
- Numéro 4 - Introduction à l'œuvre de René Girard (Paul Dumouchel) - Table ronde avec René Girard et Jean-Pierre Dupuy - Municipales 1983 (Emmanuel Mousset) - « Polonaise » (Luc de Goustine) - Le théâtre de Gabriel Marcel (Philippe Barthelet).
- Numéro 5 - Tocqueville et la démocratie - « La Révolution conservatrice américaine » de Guy Sorman (Bertrand Renouvin) - L'Après féminisme (Emmanuel Mousset) - Réflexion sur l'insécurité (entretien avec Philippe Boucher) - Voyage en URSS (Michel Fontaurelle) - « Le sanglot de l'homme blanc » de Pascal Bruckner (Alain Flamand) - « Le sujet freudien » (Julien Betbéze).
- Numéro 6/7 - Entretien avec Jean-Marie Domenach - Citoyenneté et politique professionnelle (Léo Hamon) - La France peut-elle avoir une ambition ? (Alain Solari) - Pouvoir et liberté chez Benjamin Constant - Pour une croissance autocentrée (Patrice Le Roué) - L'extériorité du social (Marcel Gauchet) - Deuxième gauche : premier bilan (Emmanuel Mousset) - Voyage en Chine (1) (Michel Fontaurelle) - La fée de Noël (Rémy Talbot) - La sagesse de Raymond Abellio (M. Dragon) - « Fiasco » d'Olivier Poivre d'Arvor (Catherine Lavaudant).
- Numéro 8 (épuisé) - Entretien avec Edgar Morin.
- Numéro 9 - L'Union soviétique (entretien avec Marko Markovic) - La politique et la conscience (Vaclav Havel) - La pensée dissidente dans les pays de l'Est (Martin Hybler) - Voyage en Chine (3) (Michel Fontaurelle).
- Numéro 10 - Racisme : nature et différences (Jean-Pierre Dupuy) - La clé de voûte (Noël Cannat) - Hérité et pouvoir sacré (Yves La Marck) - L'année de Gaulle (R. Latour) - Voyage en Chine (4) (Michel Fontaurelle).
- Numéro 11 - La nature du pouvoir royal (entretien avec Emmanuel Le Roy Ladurie) - A propos de Jan Patočka (Martin Hybler) - L'alliance et la menace (Yves La Marck) - Analyse du R.P.R. (Jean Jacob) - Le tournant historique de 1984 (Jean Jacob) - A propos de Sollers (Alain Flamand) - République et politique étrangère (Paul-Marie Couteaux).
- Numéro 12 - La nature du lien social (entretien avec Marcel Gauchet) - La main invisible (Jean-Pierre Dupuy) - Vertus et limites du déséquilibre (Yves La Marck) - Regard sur l'Allemagne (B. La Richardais) - Grail et Clavel : les complices (Rémy Talbot) - Richard III de Walpole (Martin Hybler).
- Numéro 13 - Entretien avec Georges Dumézil - Dumézil et l'imaginaire indo-européen (Yves Chalas) - Portrait de G. Dumézil (Philippe Delorme) - A quoi sert le « Figaro-magazine » ? (Emmanuel Mousset) - René Girard, lecteur d'Hamlet - Mario Vargas Llosa (François Gerlotto) - Nigeria, le mal aimé ? (F. et I. Marcihac) - Le succès de Jacques Bainville (Igor Mitrofanoff).
- Numéro 14 - Numéro spécial sur **Gabriel Marcel** avec Joël Bouëssée, Miklo Veto, Pietro Prini, Jeanne Parain-Vial, Simone Plourde, René Davignon, Yves Ledure, Pierre Colin, Jean-Marie Lustiger.
- Numéro 15 - Les chemins de l'État (Blandine Barret-Kriegel) - La notion de souveraineté (Patrick Louis) - L'État capétien (X^e-XIV^e siècle) (Philippe Cailleux) - Qu'allez-vous voir à Jérusalem ? (Yves La Marck) - L'individu, l'État, la démocratie (B. La Richardais) - Jorge-Louis Borges (Joël Doutreleau) - Jakub Deml, le prêtre maudit (Luc de Goustine) - Du gouvernement selon saint Thomas (Bernard Bourdin).
- Numéro 16 - Entretien avec Léon Poliakov - Le phénomène monarchique dans l'histoire (Roland Mousnier) - Théorie de la justice chez John Rawls (Bertrand Julien) - Recherches sur l'individualisme - Hiérarchies (B. La Richardais) - Comprendre le Japon (Christian Mory).
- Numéro 17 (épuisé) - Numéro spécial sur Emmanuel Levinas.

-
- Numéro 18 - **Du libéralisme économique** (Alain Parguez) – Comprendre la crise (table ronde avec Paul Dumouchel, Christian Stoffaës, Gérard Destanne de Bernis et André Grjebine) - « Les métamorphoses de la valeur » de G.-H. de Radkowski (Philippe Trainar) - Théorie du circuit et condamnation du libre-échange (Frédéric Poulon) - Un flâneur à San Francisco (Michel Fontaurelle) - Maurras et Comte (Emmanuel Lazinier).
 - Numéro 19 - Le système Gorbatchev (Martin Hybler) - Antigone en Russie (Luc de Goustine) - Comprendre l'Union soviétique (entretien avec Alexandre Adler) - Pays de l'Est : à la recherche de l'histoire (Martin Hybler) - L'Europe en revues (B. La Richardais) - Une solution pour les pays en voie de développement (Areski Dahmani) - Maurras et Comte (Gérard Leclerc).
 - Numéro 20 - Critique de la communication (entretien avec Lucien Sfez) - Trois remarques sur la culture (Yves Chalas) - Crise de l'éducation (Philippe Cailleux) - Crise de la littérature (Luc de Goustine) - Est-ce la mort de l'Art ? (Alain Flamand) - Splendeur et misère de la critique cinématographique (Nicolas Palumbo) - Intellectuels et politiques (Yves Landevenec) - James Buchanan (Xavier Denis-Judicis) - Découverte à Glozel (François-Marin Fleutot) - Les droits, la loi (B. La Richardais) - Nouvelles littératures chinoises (G. Guiheux).
 - Numéro 21 - Dossier « **Révolution 1789** » : Entretien avec François Furet - Colloque « Célébrer 1789 » (interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez) - Les prémices de la Révolution en Limousin (Luc de Goustine) - L'opinion avant la Révolution (Philippe Cailleux) - Événements méconnus de la Révolution (Philippe Delorme) – Burke et la représentation nationale (Norbert Col) - David, l'Art et la Révolution (Alain Flamand) - Images des Seychelles (Michel Fontaurelle) - Note sur les États-Unis (François Prudhomme).
 - Numéro 22 - Dossier « **Sociologie** » : Entretien avec Georges Balandier - Bonald prophète de la société (Patrick Cingolani) - Ballanche et l'excès révolutionnaire (Georges Navet) - Comte et Littré devant la déchirure sociale - De la sociologie de l'intérêt à l'intérêt de la sociologie (Pierre-Paul Zalio) - Origine et vertus de la redécouverte de Frédéric Le Play - La culture contre la liberté (Pascal Bruckner) - L'exemple du Kosovo (Didier Martin) - La question de l'éthique.
 - Numéro 23 - Numéro spécial d'hommage à **Maurice Clavel** avec les contributions de Marie Balmay, Hélène Bleskine, Roland Castro, Jean Daniel, Jean-Toussaint Desanti, Jean-Paul Dollé, André Frossard, François Gachoud, Luc de Goustine, Alain Jaubert, Jean-Pierre Le Dantec, Edgar Morin, Philippe Nemo, Rémy Talbot.
 - Numéro 24 - Dossier « **Immigration** » : Entretien avec Gérard Noiriel - Immigration, nation, natalité (Jean-Claude Barreau) - L'immigration en perspective (Michel Hannoun) - De l'affaire du voile au voile de l'affaire (Pierre-Paul Zalio) - Entretien avec Harlem Désir - L'exclusion comme nécessité tragique ? - Voyage dans un festival « zulu » (Olivier Masclet) - Si Louis XV m'était conté (Marc Desaubliaux) – Mémoires d'Europe.
 - Numéro 25 - « **Variations sur la France** » avec Yves La Marck, Martin Hybler, Luc de Goustine, Patrick Louis, Axel Tisserand, Pierre-Paul Zalio, Bertrand Renouvin, Rémy Talbot - De Gaulle et saint Bernard (Jacques Berlioz) - Abîmes roumains (Guillaume Kopp) – Télévision et déontologie.
 - Numéro 26 - Dossier « **Religion et liberté** » : Entretien avec Raphaël Draï - Monarchie et monothéisme chez les Hébreux (François Bourdin) - État, nation, pouvoir chez Claude Bruaire (Bertrand Renouvin) - « Essai sur la révolution » d'Hannah Arendt (François Bourdin) – Faire rendre raison à la raison (Pierre-Paul Zalio) - A la sortie de la captivité d'Égypte (Jirina Siklova) - Monarchie et démocratie dans le Japon d'après-guerre (Christian Mory) - Aveuglement idéologique et clairvoyance romanesque (Patrice Le Roué) - Mystère du comte de Chambord (Marc Desaubliaux).
 - Numéro 27 - Dossier « **L'État et le citoyen** » : Entretien avec Daniel Gaxie - L'État contre la société civile, mythe ou réalité (Alexandre Massonnet) - Breton, Français et Européen (Ludovic Galfo) - La citoyenneté active : contre-pouvoir ou prolongement de l'État ? (Alexandre Renaud) - La vertu du citoyen en démocratie (B. Renouvin) - La question de l'artifice (David Saint-Aimé) - Redécouvrir Louis Calaferte (Alexandre Renaud).
 - Numéro 28 - Dossier « **Enseigner l'Histoire** » : Entretien avec Antoine Prost : Histoire et citoyenneté - Étude du cas français (Alexandre Renaud) - Vercingétorix, le mythe national a un visage (Ludovic Galfo) - Quand l'idéologie façonne l'Histoire (Véronique Hallereau) - Ruanda : le matin profond d'une renaissance (Alexandre Massonnet) - Comment être Lebesque ? (B. Renouvin) - Contre un roman moral (A. Renaud) - La violence (David Saint-Aimé).
 - Numéro 29 - Dossier « **Regards sur le religieux** » - L'orthodoxie (Gabriel Matzneff) - Pour un Islam en France (Véronique Hallereau) - Les avatars de la question juive (Simon Beauroy) - Séfarades et Ashkénazes : le dialogue imparfait (Alexandre Renaud) - Regards sur un christianisme (P. Cariou, Témoin de Jéhovah) - Saint Louis (entretien avec Jacques Le Goff) - À propos du Ruanda (Dr Gakuba).
 - Numéro 30 - Dossier « **La démocratie médiatique** » - De l'indétermination démocratique à la surdétermination médiatique (Luc Hossepied) – Guy Debord : de la télévision au multimédia (Alexandre Renaud) - Le pouvoir des médias (Alexandre Massonnet) - Splendeurs et misères des journalistes (Véronique Hallereau) - Entretien avec Lucien Sfez « Communication : fin d'une idéologie » - Michel Foucault : un poète en philosophie (A. Renaud) - Les grandes coupures épistémologiques en physique (David Saint-Aimé).

● Numéro 31 - Dossier « **Géopolitique** » - Qu'est-ce que la géopolitique ? (Christian Pihet) - Diplomatie et géopolitique (Dominique Decherf) - Géopolitique et souveraineté (B. Renouvin) - Vers une guerre locale (Martin Hybler) - Et maintenant, passons aux barbares (Guillaume Kopp) - Le PACS, un pas vers l'irresponsabilité (Philippe Lauria) - Quelques réflexions sur un Islam d'Europe : le cas albanais (Ch. Pihet) - Le navire de la République selon Jean Bodin (Luc de Goustine).

● Numéro 32 - Dossier « **Retour du social** » - Renouveler les élites (Luc de Goustine) - Logique marchande (Philippe Arondel) - Les 35 heures ou l'« employabilité » (Nicolas Palumbo) - Les périls de l'Europe monétaire (Alain Parguez) - Économie et temporalité (Bertrand Renouvin) - La liberté contre la communication (Jean Sur) - Henri, comte de Paris, le conciliateur (B. La Richardais) - Des choses cachées entre la fin de l'histoire et le début de la post-humanité (Criton des Alpes) - Les mers rouges (Luc de Goustine).

● Numéro 33 - Dossier « **Amerika** » - Nés pour courir (François Verrazzane) - Les partis politiques américains (Christian Pihet) - Seattle, la mondialisation contestée (Xavier Denis-Judicis) - Politique étrangère américaine (Yves La Marck) - Pères fondateurs et constantes de l'idéologie américaine (Michel Bugnon-Mordant) - Deux regards français sur les États-Unis (Bertrand Renouvin) - Au bon heurre, note conjointe sur Monsieur Sartre (Criton des Alpes).

● Numéro 34 - Dossier « **Souveraineté** » - Le concept de souveraineté (Bertrand Renouvin) - La nation souveraine et les droits européens (Hervé Rumin) - Patronat : demain l'État subsidiaire... (Philippe Arondel) - Le rejet de la souveraineté (B. La Richardais) - Naissance du souverain, une fable historique de Grégoire de Tours (Luc de Goustine) - L'héritage monarchien dans la France contemporaine (Robert Griffiths) - L'Habeas corpus, mythe et réalité (Dominique Inchauspé) - Juan Carlos, un roi diplomate (Bertrand Renouvin) - Libero-ci, libero-là (Criton des Alpes) - Ces dames en furent témoins... (Jocelyne Buche).

● Numéro 35 - Dossier « **Entreprise** » - Pour l'entreprise libre (Jacques Blangy) - Salaires : l'austérité à perpétuité ? (Philippe Arondel) - L'homme dans l'entreprise selon la doctrine sociale de l'Église (Jean-Luc Castro) - Qu'est-ce que l'économie sociale ? (Cyrille Chrétien et Jacques Renard) - Régulation : une aussi longue histoire (Ph. Arondel) - Retour sur la taxe Tobin (Nicolas Inchauspé) - Quelle identité allemande ? (Bertrand Renouvin) - Quid des quotas ? (Criton des Alpes).

● Numéro 36 - Dossier « **Réflexion sur le peuple** » - Du peuple (Bertrand Renouvin) - Le désir du peuple : au-delà de la modernité (Jean Sur) - La démocratie inachevée ? (Pierre Rosanvallon) - Note sur la souveraineté chez E. Stein et J. Maritain (Philippe Lauria) - A propos de souveraineté (Madeleine Arondel-Rohaut) - Le « travail » du souverain (Bertrand Renouvin) - L'Islam en France (Michel Brisacier) - Jacques VI d'Écosse - 1^{er} d'Angleterre : « Les deux règnes » et la genèse théologico-politique de l'État moderne (Bernard Bourdin) - De l'Érection des gens (Criton des Alpes) - Une précieuse pas ridicule (Jocelyne Buche).

● Numéro 37/38 - Dossier « **Refondation sociale** » - Gouvernement d'entreprise : la finance contre le travail (Philippe Arondel) - Le choix par le patronat du terme de « refondation » n'est pas innocent (entretien avec René Mouriaux) - « Notre État » de Roger Fauroux : une somme théologique (Sylvie Fernoy) - Le retour des Versaillais (Philippe Arondel) - L'école : chronique d'une mort programmée (Madeleine Arondel-Rohaut) - L'état de la recherche : statistiques et démocratie (Bertrand Renouvin) - La cata, c'est sympa (Criton des Alpes).

● Numéro 39 - Dossier « **Écologie et politique** » - Petit précis d'écologie à l'usage des politiques (François Villemonteix) - La terre et ses droits (Dominique Audrerie) - Productivisme : la vérité est ailleurs (Philippe Arondel) - L'alliance avec la nature (Bertrand Renouvin) - A propos d'*Arcadie* de Bertrand de Jouvenel (Jean Sur) - Gnose et politique : Eric Voegelin (Philippe Lauria) - Du terrain (Criton des Alpes) - Vers un nouveau roman de la terre : les pionniers corréziens (Jocelyne Buche).

● Numéro 40 - Dossier « **François Perroux** » - Perroux et le pouvoir économique (Jean-Claude Delaunay) - Penser, faire une révolution mondiale (Bertrand Renouvin) - L'économie et la ressource humaine (Gérard Donnadiou) - Du concept de développement chez François Perroux aux théories de la performance par le changement organisationnel en sciences de gestion (Wilfrid Azan) - François Perroux lecteur de Marx (Thierry Pouch).

● Numéro 41 - Dossier « **Du jacobinisme à la gouvernance** » - La construction d'un « modèle jacobin » dans l'histoire de la République et ses remises en cause (Claude Latta) - Gouvernance : sous les mots, les maux... (Philippe Arondel) - Gouvernance et libéralisme (Madeleine Arondel-Rohaut) - Gouvernance, volonté générale et citoyenneté (Anicet Le Pors) - « Bonne Gouvernance » : l'art du double langage (Philippe Arondel) - Autorité, pouvoir, légitimité (Bertrand Renouvin) - Vélocipédiques (Criton des Alpes) - Adam Czerniaków, président et témoin du ghetto (Jocelyne Buche).

● Numéro 42 - Dossier « **Les Orient d'Europe** » - Questions aux revenants (Bertrand Renouvin) - Europe Extase (Luc de Goustine) - La culture politique tchèque du point de vue de l'anthropologie politique (Petr Skalnik) - Ukraine, choses vues et entendues (Michel Fontaurelle) - *Hic sunt leones* - Une géopolitique du mépris (Antoine de Saint-Fréjoux) - Qu'est-ce qu'une vie ratée ? (Philippe Lauria) - Ainsi parlait Bovéthoustra... (Criton des Alpes) - Une servante au grand cœur sur les bords du Danube (Jocelyne Buche).



Revue de la Nouvelle Citoyenneté

SOMMAIRE du numéro 43

■ Editorial

par Luc de Goustine.....3

DOSSIER « Travail & travail »

■ Capitalisme cognitif : les intermittences de la raison

par Philippe Arondel.....7

■ La caméléon et la chaise

par Pierre-Etienne Heymann.....15

■ Une vieille dispute : comment déterminer le prix du travail ?

par Philippe Lauria.....23

Magazine

■ L'Europe sans rivages

par Bertrand Renouvin.....31

■ Apostasie au Tadjikistan

par Farroukh Arabov & Oumar Arabov.....47

■ L'ange noir

par Criton des Alpes.....57

■ Cantor et le transfini

par Olivier Bruneau63

■ La pauvreté est-elle soluble dans le libéralisme ?

par Alain Solari.....67